



INSEE
BRETAGNE

Octant

2012

Références



STATISTIQUE
PUBLIQUE

BANQUE DE FRANCE



INSEE
BRETAGNE
INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES



BILAN ÉCONOMIQUE 2011

*Économie générale
Synthèses sectorielles
Synthèses départementales*

SOMMAIRE

Synthèse régionale	3
Économie générale	5
Contexte national	6
Emploi	8
Marché du travail	12
Bilan annuel des entreprises	16
Créations et défaillances	18
Crédits bancaires	21
Difficultés sociales	23
Synthèses sectorielles	27
Agriculture	28
Construction neuve	32
Tourisme	34
Synthèses départementales	37
Côtes d'Armor	38
Finistère	40
Ille-et-Vilaine	42
Morbihan	44

La reprise se grippe en 2011

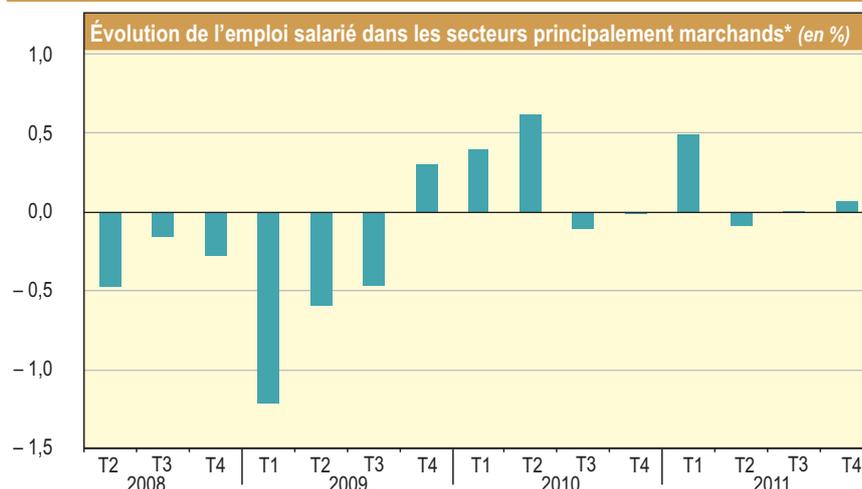
Sur la lancée de 2010, l'année 2011 a bien démarré en Bretagne. De ce fait, le bilan économique global de l'année 2011 fait apparaître une assez bonne tenue de l'activité. Cependant, le net ralentissement en cours d'année, de même que la dégradation durable du marché du travail sont porteurs d'inquiétudes, d'autant que les perspectives d'activité restent incertaines pour 2012.

La croissance résiste en 2011...

En termes de croissance de l'activité, le bilan que l'on peut dresser de l'année 2011 est plutôt celui d'une assez bonne année. Si, au niveau national, la croissance du PIB a été inférieure à 2 %, il s'agit de la meilleure année depuis l'entrée dans la crise en 2008.

Malgré le climat général très pessimiste en cours d'année et un environnement européen assez défavorable, l'activité progresse dans tous les secteurs d'activité en Bretagne, en particulier l'industrie. La baisse structurelle du secteur industriel observée depuis plusieurs années est stoppée. Dans la construction, la situation se stabilise après deux années difficiles et les entreprises renouent avec la croissance. Les indicateurs

Peu de créations d'emplois depuis mi-2010



Source : Insee, estimations d'emploi ; données en fin de trimestre

L'économie bretonne a regagné 12 000 des 23 000 emplois perdus durant la crise

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands (données en milliers, CVS en fin de trimestre)

	Niveaux			Évolutions	
	1 ^{er} trimestre 2008	3 ^e trimestre 2009	4 ^e trimestre 2011	3 ^e trimestre 2009 / 1 ^{er} trimestre 2008	4 ^e trimestre 2011 / 3 ^e trimestre 2009
Secteurs principalement marchands *	725,9	703,1	715,1	- 22,8	12,0
Industrie	185,8	178,5	176,0	- 7,3	- 2,5
Construction	80,4	77,6	76,1	- 2,8	- 1,5
Commerce	149,2	147,1	149,1	- 2,1	2,0
Services marchands hors intérim	273,8	273,1	281,1	- 0,7	8,0
Intérim	36,7	26,8	32,8	- 9,9	6,0
Côtes d'Armor	117,2	114,6	113,4	- 2,6	- 1,2
Finistère	189,3	182,8	183,1	- 6,5	0,3
Ille-et-Vilaine	264,1	255,6	263,6	- 8,5	8,0
Morbihan	155,3	150,1	155,0	- 5,2	4,9
France Métropolitaine	15 941,9	15 425,0	15 620,5	- 516,9	195,5

* hors agriculture, administration, santé, enseignement, action sociale et particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi ; données provisoires au 31/12/2011.

d'activité dans la construction ont été au vert en 2011, que ce soit dans le secteur du résidentiel comme du non-résidentiel. La conjoncture agricole 2011 a également été bonne, très bonne même pour le secteur laitier. Seule la conjoncture légumière a été plus morose. Enfin, la fréquentation touristique a progressé en Bretagne en 2011.

Relativement à l'ensemble de la zone euro, la croissance économique a été plus forte en France. En particulier, l'activité a seulement ralenti au quatrième trimestre, tandis qu'elle reculait dans l'ensemble de la zone euro, notamment en Italie, en Espagne et en Allemagne.

... mais ralentit fortement,

Ce résultat global sur 2011, cache de fortes disparités en cours d'année. Après un très bon premier trimestre, l'activité a très fortement ralenti. Au niveau de la Bretagne, les évolutions de l'emploi ont immédiatement réagi à ces fluctuations de l'activité. La croissance de l'emploi a été stoppée dès le second trimestre, et l'emploi est resté pratiquement stable les trois derniers trimestres. La faible croissance de l'activité sur les trois derniers trimestres n'a donc pas permis la création d'emplois.

Au final, si la croissance de l'activité a été meilleure en 2011 qu'en 2010, c'est le contraire pour l'emploi. La reprise de l'activité fin 2009 et en 2010 a, dans un premier temps, surtout bénéficié à l'emploi intérimaire. Fin 2010 et début 2011, la reprise a profité à l'emploi permanent, mais sa progression a été stoppée en cours d'année 2011, les perspectives d'activité des chefs d'entreprises s'assombrissant.

En définitive, si la Bretagne a regagné la moitié des emplois perdus pendant la crise, elle peine à regagner depuis mi-2010 le restant des emplois perdus. Dans les services marchands, la crise n'a que peu infléchi l'évolution tendancielle à la hausse des emplois.

aggravant la situation sur le marché du travail et les difficultés sociales

En 2010, la reprise de l'emploi avait eu des effets positifs sur le marché du travail et permis de contenir la hausse du nombre de demandeurs d'emploi. Ce mouvement s'est poursuivi début 2011, avant de s'inverser sur le reste de l'année. Le taux de chômage reflète ce mouvement : il est orienté à la baisse en 2010 et début 2011, puis recommence à croître sur la seconde partie de l'année, pour finalement atteindre 8 % fin décembre.

Ce mouvement de dégradation du marché du travail devrait se poursuivre, l'activité restant en panne sur le premier semestre 2012. C'est particulièrement pour les femmes et les chômeurs de 50 ans et plus que la progression du chômage a été la plus forte. Leur nombre parmi les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi a progressé respectivement de 7 et de 14 %. Parallèlement le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active continue de progresser dans la région, de même que le nombre de dossiers de surendettement des particuliers.

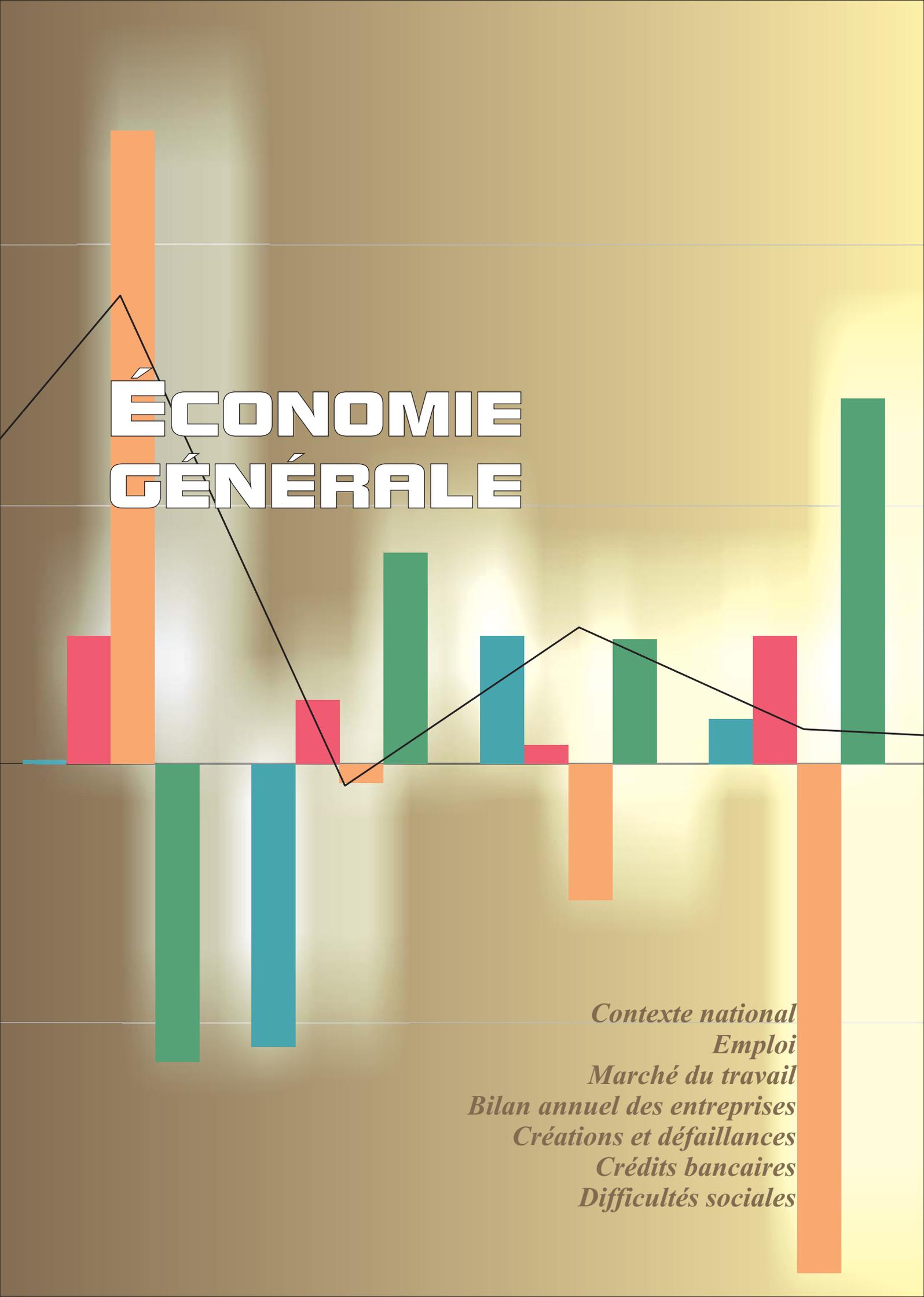
Les perspectives restent incertaines

La crise s'inscrit dans la durée. La reprise de 2010 s'est révélée fragile et marque le pas. Face aux incertitudes qui pèsent sur les perspectives de croissance économique et contrairement à 2010, les créations d'entreprises sont en net recul, tandis que les défaillances d'entreprises progressent en 2011.

Le fort climat d'incertitude survenu dans la zone euro à l'été 2011 semble avoir pénalisé l'activité en fin d'année 2011, et continuerait à la pénaliser au premier semestre 2012.

■ Carole Rieu - *Insee*

ÉCONOMIE GÉNÉRALE



Contexte national

Emploi

Marché du travail

Bilan annuel des entreprises

Créations et défaillances

Crédits bancaires

Difficultés sociales

Coup de frein sur la croissance économique en cours d'année 2011

La croissance du PIB a été de + 1,7 % sur l'année, supérieure à celle de 2010 (+ 1,6 %). Cependant, l'optimisme qui prévalait en 2010 a laissé la place à beaucoup d'incertitudes mi-2011, sur fond de crise des dettes souveraines en Europe. Très amortie en fin d'année, la croissance devrait rester atone au premier semestre 2012.

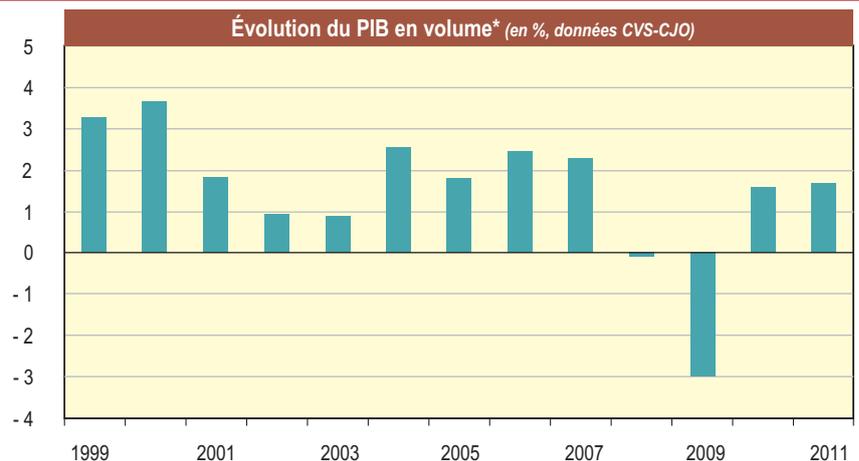
L'année 2011 a été contrastée. Après un premier trimestre très dynamique, durant lequel le PIB a progressé de + 0,9 % en France sur la lancée du rebond de la croissance en 2010, la reprise a marqué une pause dès le deuxième trimestre (+ 0,0 %). Au troisième trimestre, la croissance repart à la hausse (+ 0,3 %). La récession de l'activité un temps annoncée pour le dernier trimestre 2011 n'a finalement pas eu lieu et l'activité a simplement ralenti en France au quatrième trimestre (+ 0,1 %).

Croissance contrastée de l'activité en 2011

Au premier trimestre 2011, des facteurs exceptionnels ont amplifié la reprise : un effet rattrapage après les grèves de la fin d'année 2010, un effet retard de la prime à la casse, la reconstitution des stocks des entreprises.

Dès le deuxième trimestre, la France subit le contrecoup de la fin du dispositif de prime à la casse. L'investissement des entreprises se tasse. Le coût des matières premières reste élevé et pèse sur les marges des entreprises, dans un contexte de forte concurrence internationale. Malgré la progression du pouvoir d'achat, la consommation des ménages chute et leur épargne atteint son niveau le plus haut depuis le troisième trimestre 2009, alimenté par le contexte d'incertitude lié à la crise sur les dettes souveraines. A l'été, le climat des affaires se dégrade également.

+ 1,7 % de croissance du PIB en 2011



* Volume au prix de l'année précédente chaîné

Source : Insee, comptes nationaux au 15 mai 2012 - Base 2005

L'activité rebondit au troisième trimestre tirée par le sursaut de la consommation des ménages et les exportations. En revanche, l'investissement des entreprises reste en panne, tandis que la création d'emploi ralentit et que l'emploi se contracte dans l'intérim.

Le dernier trimestre 2011 a finalement été meilleur qu'attendu. Le secteur des matériels de transport, en particulier l'aéronautique et le spatial, et l'automobile, a concouru à la hausse de la production manufacturière. Celle-ci s'est accompagnée d'une hausse de l'activité dans le commerce, les services marchands et la construction. La demande a été soutenue par le dynamisme de l'investis-

sement, la légère progression de la consommation des ménages et le dynamisme des exportations hors zone euro, qui ont bénéficié de livraisons dans le secteur aéronautique.

Des prévisions de croissance peu encourageantes pour début 2012

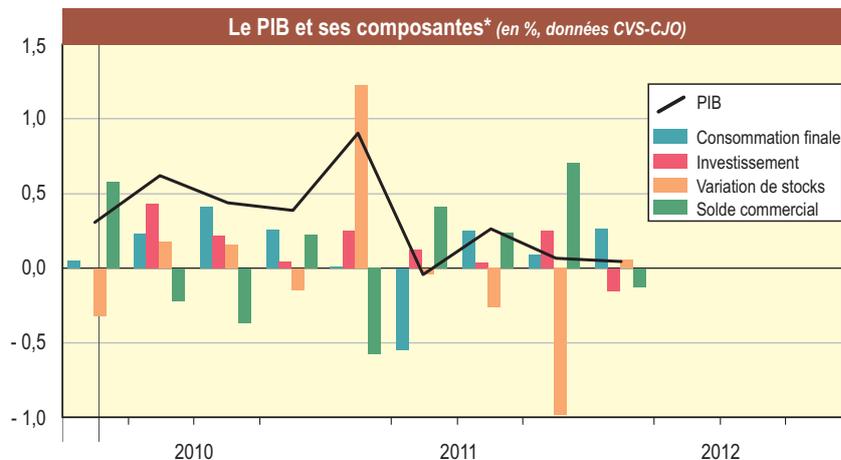
L'ensemble de la zone euro connaît un épisode difficile, avec des différences suivant les pays, l'Italie et l'Espagne étant plus touchés que l'Allemagne et la France. Le climat des affaires est assez maussade. L'investis-

sement se contracte. Ailleurs, la demande interne est dynamique aux États-Unis et au Japon et la demande des pays émergents devrait redémarrer au premier semestre 2012, et stimuler le commerce mondial. En France, l'activité devrait rester en panne jusqu'à mi-2012 : + 0 % de croissance du PIB au premier trimestre, + 0,2 % au deuxième trimestre.

En France, les moteurs de la demande interne que sont l'emploi, la consommation et l'investissement tournent au ralenti. La contraction de l'emploi au second semestre 2011, notamment dans l'intérim, se poursuit sur le premier semestre 2012 et devrait amener à une hausse du taux de chômage de 0,3 point d'ici à mi-2012, à 9,7 % hors DOM. La consommation serait peu dynamique du fait de la baisse des salaires réels et du pouvoir d'achat. Le niveau d'épargne des ménages resterait à un niveau élevé. Le climat des affaires se stabiliserait à un niveau bas. L'investissement progresserait faiblement, les perspectives d'activité étant moroses et les taux de marge des entreprises historiquement bas. Le commerce extérieur aurait une contribution nulle à la croissance. La faiblesse de la demande en provenance de la zone euro reflète l'atonie de l'activité dans cette zone début 2012 qui, elle-même, contraste avec un environnement extérieur plus porteur, notamment aux USA et en Asie.

■ Carole Rieu - Insee

La croissance en panne, début 2012



* Volumes aux prix de l'année précédente chaînés
Source : Insee, comptes nationaux au 15 mai 2012 - Base 2005

Ralentissement de la création d'emploi en 2011, malgré un bon début d'année

Après un rebond en 2010, la création nette d'emplois s'est fortement atténuée en 2011. Près de 3 500 emplois salariés ont été créés dans les secteurs principalement marchands. Sur la lancée de 2010, le premier trimestre 2011 a été favorable. Ensuite, la dynamique de création d'emplois s'est éteinte lors des 3 derniers trimestres, pendant lesquels l'emploi est resté stable. La progression de l'emploi salarié, de 0,5 % sur un an, est du même ordre au niveau national (+ 0,4 %). Fin 2011, l'économie bretonne a retrouvé la moitié des 23 000 emplois perdus durant la crise.

Pour la première fois depuis 2001, l'emploi industriel ne recule pas. Après une forte reprise en 2010, l'emploi intérimaire s'érode régulièrement tout au long de l'année, alors que les autres services marchands, après un début d'année favorable, peinent ensuite à créer des emplois.

Effritement de l'emploi dans l'agroalimentaire

Comme au niveau national, les effectifs salariés dans l'industrie agroalimentaire baissent très légèrement, avec 200 emplois détruits sur 68 000 en 2011. Le recours à l'intérim est également en recul dans ce secteur. Le secteur agroalimentaire, un des piliers de l'industrie bretonne, est fortement exposé à la concurrence internationale d'une part, et dégage peu de valeur ajoutée d'autre part. L'industrie agroalimentaire a perdu plus de 4 000 emplois depuis 2001 en Bretagne. Face à ce constat, un contrat de filière a été signé avec la région Bretagne en 2010, visant notamment à améliorer l'attractivité du secteur, la connaissance des métiers ainsi qu'à encourager l'innovation et la valorisation des produits pour mieux rémunérer la filière.

Des entreprises engagent des programmes d'investissement, d'autres parviennent à préserver l'emploi, voire embaucher. Ainsi, Mix Buffet, spécialisé dans la fabrication de

salades composées vendues fraîches dans la grande distribution, a investi dans la construction d'une nouvelle usine à Guer. L'accroissement de ses capacités de production a permis la création d'environ 75 emplois en 2011. Malgré des difficultés financières, le groupe Doux a renforcé ses effectifs de plus de 70 personnes dans son abattoir de Plouray, et de 150 personnes sur le site d'abatage de Châteaulin, pour faire face à une hausse de la demande de viande de volaille, notamment sur les marchés asiatiques, africains et du Moyen-Orient.

A l'inverse, le groupe Sodiaal, propriétaire du laitier Entremont, a annoncé la fermeture en 2012 de l'usine située à Carhaix. Les salariés d'Entremont pourront peut-être rejoindre la nouvelle usine du laitier chinois Synutra qui va investir 80 millions d'euros dans une unité de production de laits infantiles, mais elle ne fonctionnera pas avant 2013. Une soixantaine d'emplois d'Entremont sur 230 sont d'ores et déjà détruits en 2011.

L'industrie automobile limite les pertes d'emploi

Après trois années de très forte baisse, avec plus de 3 000 emplois perdus, le secteur de la fabrication de matériel de transport voit ses pertes d'emplois s'atténuer en 2011, avec un recul de 0,4 %.

Après la fin du dispositif de prime à la casse,

fin 2010, la vente de voitures neuves en France a reculé de 2,1 % en 2011. L'usine PSA Peugeot Citroën de la Janais à Chartres-de-Bretagne, premier employeur régional, stabilise ses effectifs en 2011. Dopé par le lancement de la 508, le site de Rennes embauche une centaine de salariés, dont certains en intérim, en début d'année. Toutefois le succès commercial du nouveau modèle haut de gamme du constructeur ne suffit pas à maintenir l'emploi ; une centaine d'emplois est perdue en cours d'année.

L'activité du principal donneur d'ordre régional conditionne la production de nombreux équipementiers sous-traitants que l'on retrouve dans divers secteurs tels que la fabrication d'équipements électriques et électroniques, la métallurgie ou la fabrication de produits plastiques et caoutchouc. Nombre d'entre eux continuent à connaître une situation difficile en 2011. Par exemple, la Manufacture de produits automobiles de Ploërmel (MPAP) souffre notamment de l'arrêt de la fabrication de la Peugeot 407 à PSA Rennes, voiture pour laquelle l'usine ploërmelaise concevait tapis et sièges maitassés. L'équipementier voit ses effectifs diminuer d'une quarantaine de salariés en 2011, qui s'ajoutent aux pertes d'emplois de 2009 et 2010.

Faurecia acquiert le site Visteon de Noyal-Châtillon. L'activité de fabrication de panneaux de portes est maintenue sur le site proche de Rennes, alors que l'activité de fa-

brication de planches de bord est transférée vers l'usine de Bains-sur-Oust. Si les salariés ont la possibilité d'être reclassés vers d'autres sites de Visteon, la restructuration engendre la destruction de près d'une centaine d'emplois dans la région.

La fermeture à Louvigné-de-Bais du site de Filtrauto, fabricant de filtres pour l'industrie automobile, entraîne la disparition d'une soixantaine d'emplois dans une zone où l'emploi industriel a déjà été fortement éprouvé.

A l'inverse, la situation s'améliore à Bretagne Ateliers, qui profite de la production de la nouvelle Peugeot 508 et poursuit sa diversification. L'entreprise augmente ses effectifs d'une quarantaine de postes sur ses deux sites de Noyal-Châtillon.

Des secteurs industriels résistent, d'autres souffrent

Si la filière automobile connaît des difficultés, d'autres secteurs industriels résistent mieux. La fabrication de machines et équipements voit ses effectifs augmenter en 2011, à l'image de la société Mailleux à Acigné qui gagne une cinquantaine d'emplois. Cette entreprise, produisant du matériel de lavage pour les tracteurs, investit pour renforcer ses lignes de production et rapatrie certaines activités auparavant sous-traitées.

La réparation et installation de machines et d'équipements, la fabrication de produits métalliques, la construction et la réparation navale ou encore l'industrie chimique connaissent également une évolution de l'emploi positive.

En revanche, ce n'est pas le cas de la fabrication de produits informatiques, électroni-

ques et optiques, qui a pâti notamment de la mise en redressement judiciaire de la société TES electronic solution, fabricant de circuits imprimés dans le Pays de Redon. La reprise par Asteel Flash Europe ne permet de maintenir qu'environ 200 des 300 salariés.

L'emploi se stabilise dans la construction

En 2011, le nombre de logements autorisés ou mis au chantier augmente sensiblement. De même, les surfaces autorisées dans le secteur non résidentiel non agricole progressent pour la première fois depuis 4 ans. Ce contexte favorable ne se traduit toutefois pas pleinement en termes de création d'emplois.

Après deux années particulièrement difficiles, avec environ 4 000 emplois détruits, la construction se stabilise en 2011. Cependant, l'évolution est inégale sur l'ensemble

L'industrie ne perd plus d'emploi en 2011

Évolution annuelle de l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands *

	Bretagne		France
	Effectifs (en milliers)	Évolution (en %)	Évolution (en %)
	2011	2011	2011
ENSEMBLE	715,1	0,5	0,9
Industrie	176,0	0,0	-0,9
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	68,2	-0,3	-0,2
Coéfaction et raffinage + Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	13,1	0,9	0,5
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques; fabrication de machines	18,3	-0,8	-0,9
Fabrication de matériels de transport	12,3	-0,4	-7,0
Fabrication d'autres produits industriels	64,1	0,5	-0,7
Construction	76,1	-0,2	-1,3
Commerce	149,1	1,1	0,0
Services	313,8	0,6	2,9
Transports et entreposage	57,0	-0,2	-0,4
Hébergement et restauration	41,6	1,6	0,6
Information et communication	26,4	2,0	1,9
Activités financières et d'assurance	31,2	2,1	2,6
Activités immobilières	7,9	2,8	3,8
Activités scientifiques et techniques; services administratifs et de soutien ; hors intérim	80,6	0,9	0,6
Intérim	32,7	-1,5	18,7
Autres activités de services hors particuliers employeurs	36,4	-0,4	4,7
Services hors intérim	281,1	0,9	1,3

* hors agriculture, administration, santé, enseignement, action sociale et particuliers employeurs

Source : Insee, estimations d'emploi ; données provisoires au 31/12/2011, CVS.

de l'année. Le rebond observé en début d'année est entièrement effacé au cours des trois derniers trimestres. Le recours à l'intérim, après avoir augmenté au cours des neuf premiers mois, est, au dernier trimestre, en-deçà de celui observé à la même période en 2010.

Le commerce crée à nouveau des emplois

Le tertiaire marchand reste le principal moteur de la croissance de l'emploi en Bretagne, comme dans le reste du pays. En 2011, environ 4 000 emplois (+ 1 %) sont créés dans le tertiaire hors intérim.

Malgré une nette décélération de la consommation des ménages en France en 2011, le commerce contribue positivement à la hausse de l'emploi tertiaire. Après deux années plus difficiles, l'emploi dans le commerce connaît une hausse de + 1,1 % en 2011 en Bretagne, et retrouve quasiment le niveau de la fin de l'année 2008. En particulier, le commerce de gros hors automobile et le commerce de détail en magasin non spécialisé, représentant plus de la moitié des emplois du secteur, enregistrent un regain de créations d'emplois.

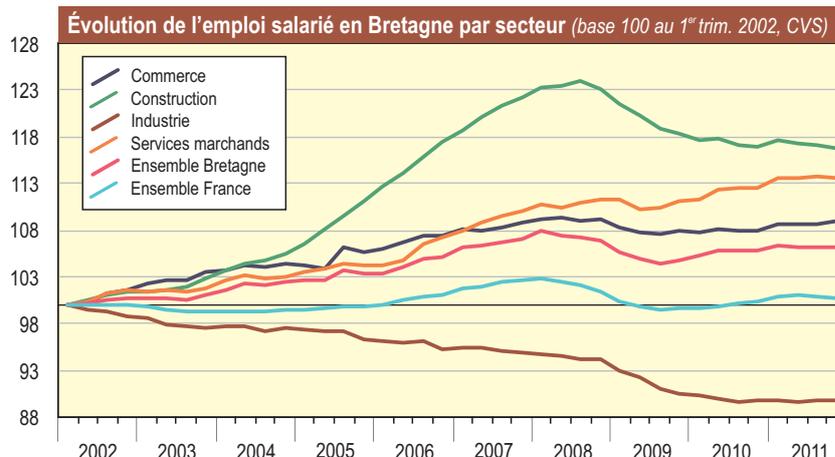
Par exemple, la société Bio3G, à Merdrignac, spécialisée dans la vente de solutions agronomiques pour les agriculteurs et les espaces verts, voit son chiffre d'affaires augmenter de 35 % entre 2010 et 2011 et ses effectifs croître d'environ 70 personnes depuis la fin 2008. Très dispersé dans de petites structures, l'emploi dans le commerce de détail profite de la création ou de l'extension de zones commerciales.

A l'inverse, l'emploi recule dans les commerces de détail d'équipements du foyer en magasin spécialisé, reflétant la prudence des ménages et le développement de la vente en ligne.

Hausse moins rapide dans la plupart des services marchands

En 2011, la fréquentation des hôtels et campings bretons est en hausse de 2,5 %. La clientèle française, contrairement à 2010, soutient cette croissance. L'emploi dans le secteur de l'hébergement-restauration profite globalement de cette orientation et gagne 1,6 % en 2011. Cependant, si l'emploi dans la restauration est bien orienté, ce n'est pas

L'emploi progresse peu en 2011



Source : Insee, estimations d'emploi

le cas dans l'hébergement où il se tasse légèrement.

Les effectifs du secteur information et communication, à peine touché par la crise en 2009, progressent de 2 % en 2011. Cette évolution, semblable à celle de 2010, reste cependant très en retrait des croissances supérieures à 5 % de la période 2005 - 2008. Les activités de programmation, conseil et autres activités informatiques sont particulièrement porteuses, à l'image du groupe informatique Steria, spécialiste du conseil, de l'intégration de systèmes et de l'infogérance, qui recrute une cinquantaine d'experts techniques ou de jeunes diplômés dans son agence de Rennes. Par contre, les activités liées à l'édition sont à la peine. C'est le cas de la société Comareg qui exploite un hebdomadaire gratuit de petites annonces ainsi qu'un site internet. Placée en redressement judiciaire, le centre d'appels de Chantepie ferme en fin d'année, et plus de 60 emplois sont détruits.

Dans un contexte de crise de confiance des investisseurs mondiaux dans la zone euro, liée à l'endettement excessif de certains états, les banques françaises ont continué à financer l'économie bien qu'elles aient subi, comme toutes les banques européennes, le contrecoup de la crise de la dette souveraine. En 2011, l'encours de crédit à l'économie française a augmenté de 5,3 %, selon la Banque de France, soit une augmentation supérieure à la moyenne de la zone euro et bien au-delà de l'évolution de la croissance économique dans l'hexagone.

L'emploi dans les activités financières et d'assurance continue à croître, + 2,1 % en Bretagne en 2011 après + 2,5 % en 2010. L'évolution annuelle est comparable à celle

du niveau national en 2011. Le domaine bancaire est le principal créateur d'emplois, alors que, dans les assurances, la hausse est plus modérée que l'an dernier.

Les activités immobilières ont connu la tourmente de la crise, perdant près de 15 % de leurs effectifs entre le premier trimestre 2008 et le troisième trimestre 2009. La reprise du marché de l'immobilier a depuis permis au secteur de renouer avec une progression de l'emploi. En 2011, il augmente de 2,8 % en Bretagne alors qu'il est quasiment stable au niveau national.

Après avoir perdu environ un millier d'emplois sur les 58 000 début 2009, les transports stabilisent leurs effectifs en 2009. La reprise de l'activité hésitante, le coût sans cesse croissant des carburants et la vive concurrence internationale pèsent sur la marge des entreprises du secteur et ne favorise pas la création d'emplois permanents. Cependant, le recours à l'intérim augmente, comme en 2010.

Les services aux entreprises en hausse...

En 2011, la hausse de l'emploi est de 0,9 % dans les activités scientifiques et techniques, les services administratifs et de soutien (hors intérim). Cela représente environ 80 000 personnes, soit près 30 % des salariés bretons des services (hors intérim). L'emploi dans ces activités, principalement orientées vers les services aux entreprises, avait aussi connu les effets de la crise mais de manière moins brutale et moins durable que dans de nombreuses autres activités. La reprise de la création d'emplois, amorcée fin 2009, apparaît toutefois moins soutenue qu'avant la

crise. Au sein de ce secteur hétérogène, la plupart des activités sont bien orientées en 2011, à l'image des activités juridiques et comptables, des activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyse techniques, des activités de nettoyage ou des activités administratives. Quelques-unes, telles la publicité et les études de marché ou les activités des agences de voyage, dont le poids dans l'emploi est moins important, ne suivent toutefois pas cette tendance et connaissent un recul sensible.

...mais pas les services aux personnes

Les services orientés vers les personnes, après la hausse remarquable de 4,5 % de l'emploi salarié (hors salariés employés par des particuliers) en 2010, marquent le pas et perdent 0,4 % en 2011. La baisse est encore nettement plus importante au niveau national (- 3,7 %). La réparation d'ordinateurs, les activités sportives, récréatives et de loisirs restent bien orientées. A l'inverse, les activités créatives, artistiques et de spectacle ou la coiffure perdent des emplois.

■ Stéphane Moro - Insee

Recul de l'emploi intérimaire

Le nombre de contrats en cours en fin d'année 2011 est en recul de 1,5% par rapport à la fin 2010. Amorcé au quatrième trimestre 2010, le tassement de l'emploi intérimaire se poursuit sur les 9 premiers mois de l'année, avant de se redresser légèrement au quatrième trimestre. L'emploi intérimaire avait particulièrement souffert à partir de la mi-2008 et voyait ses effectifs en fin de trimestre fondre de 30% en un an. Les chefs d'entreprises ont ensuite eu de nouveau recours à la main d'œuvre temporaire pour ajuster leur besoin au retour de l'activité.

L'industrie agroalimentaire emploie près d'un tiers des intérimaires bretons et a fortement diminué son recours à l'intérim en 2011. Dans les autres secteurs industriels, à l'inverse, l'emploi intérimaire progresse, malgré un quatrième trimestre moins favorable. C'est ainsi le cas dans l'industrie automobile, pour la deuxième année consécutive, qui s'était séparée de la plupart de ses intérimaires en 2009.

La construction est également une activité fortement utilisatrice d'intérimaires. Alors que l'emploi peine à repartir dans ce secteur, le recours à l'intérim y a progressé en 2011 comme en 2010.

Par ailleurs, l'intérim se stabilise dans le commerce et le transport.

Évolution de l'emploi intérimaire en fin de trimestre (Base 100 au 4^e trimestre 2011 - CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Une année 2011 marquée par une nouvelle hausse de la demande d'emploi

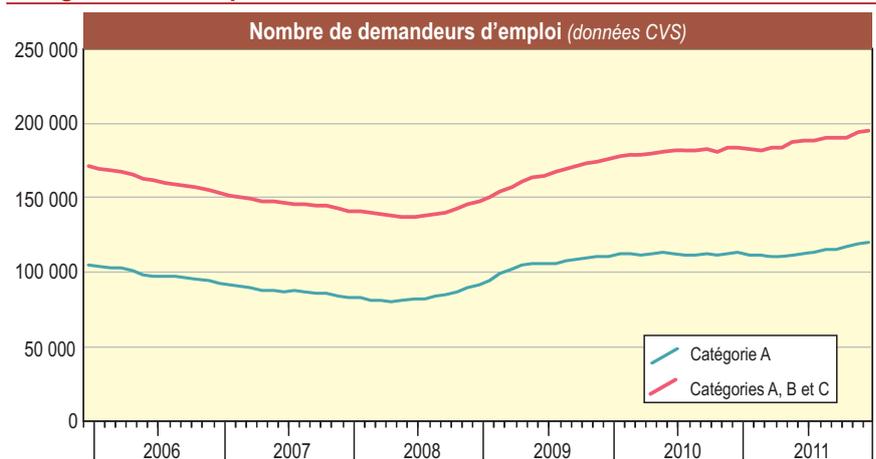
L'amélioration du marché du travail observée en début d'année 2011 ne s'est pas confirmée par la suite. Parmi les demandeurs d'emploi, les femmes et les personnes de cinquante ans et plus ont connu les plus fortes augmentations. Le taux de chômage qui avait enregistré une légère baisse au cours du 1^{er} semestre 2011, se réoriente à la hausse en milieu d'année.

Au cours de cette année, le marché du travail s'est dégradé. En effet après une légère amélioration enregistrée durant les deux premiers mois, la demande d'emploi globale (catégories A, B et C) a ensuite augmenté par à-coups en mars-avril, pour s'inscrire dans une hausse durable jusqu'au mois de décembre (à l'exception du mois de septembre orienté à la baisse). Fin 2011, le nombre de demandeurs d'emploi atteint 119 910 en catégorie A et 194 510 en catégories A, B et C (soit respectivement + 6,8 % et + 6,1 % en un an).

La situation des femmes reste défavorable sur le marché du travail

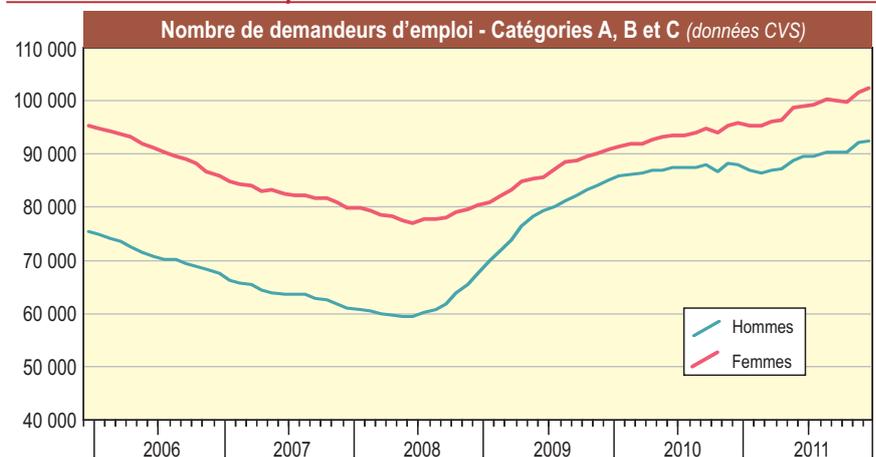
En catégorie A, le nombre de femmes s'accroît de 7,5 % en un an contre 6,1 % pour les hommes (en décembre 2011). Alors que l'accroissement de la demande d'emploi durant la crise avait, d'une manière générale, touché plus fortement les hommes que les femmes, cette tendance tend à s'inverser. Par ailleurs, concernant la demande d'emploi globale (catégories A, B et C), le nombre de femmes reste nettement plus élevé que celui des hommes. Si les femmes représentent 52,5 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi, cet écart s'accroît avec l'âge : elles sont 54,7 % parmi les demandeurs d'emploi de 50 ans et plus.

L'augmentation se poursuit en 2011



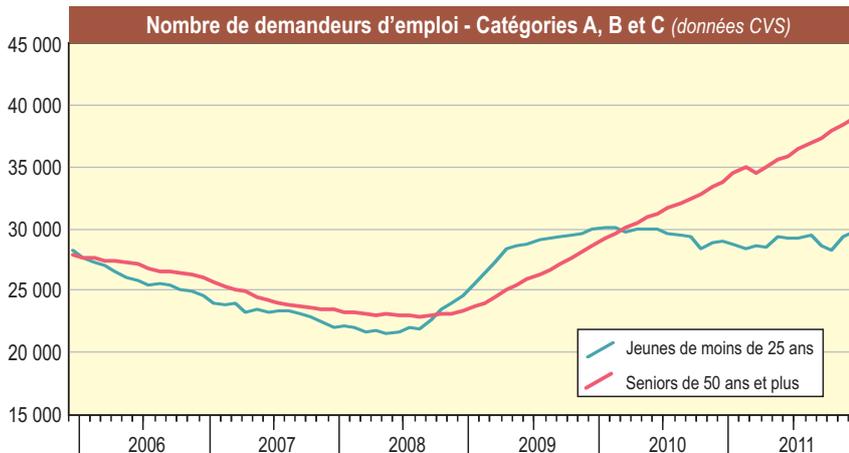
Source : STMT - Pôle emploi, DARES

Maintien des difficultés pour les femmes



Source : STMT - Pôle emploi, DARES

Dégradation persistante pour les seniors



Source : STMT - Pôle emploi, DARES

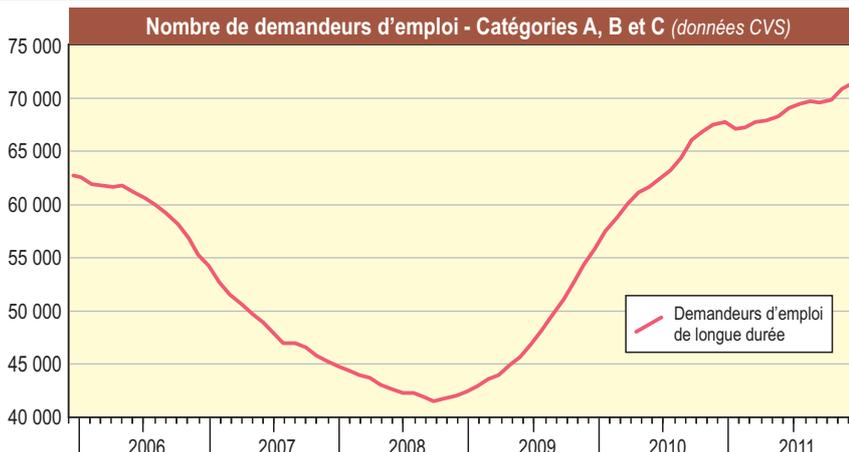
Moindre progression du chômage pour les jeunes que pour les seniors et les chômeurs de longue durée

Dans un contexte économique difficile, la demande d'emploi des jeunes bretons au cours de l'année 2011 a été plus fluctuante, avec une alternance de hausses et de baisses d'un mois sur l'autre. Au total, fin décembre, 29 730 jeunes âgés de moins de 25 ans sont inscrits en catégories A, B et C. En un an, leur effectif a augmenté de 2,7 %. Si cette hausse est moins importante que celle de l'ensemble des demandeurs d'emploi (+ 6,1 %), elle reste toutefois préoccupante.

Fin décembre 2011, la Bretagne compte 39 780 demandeurs d'emploi de 50 ans et plus. Comme au niveau national, la part des seniors dans la demande d'emploi n'a cessé de croître : ils représentaient 16,5 % des demandeurs d'emploi début 2008 contre 20,4 % en décembre 2011, soit 5,1 points de plus que les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Sur un an, l'effectif des demandeurs d'emploi seniors s'accroît de 14,3 % tandis que l'ensemble des demandeurs augmente de 6,1 %.

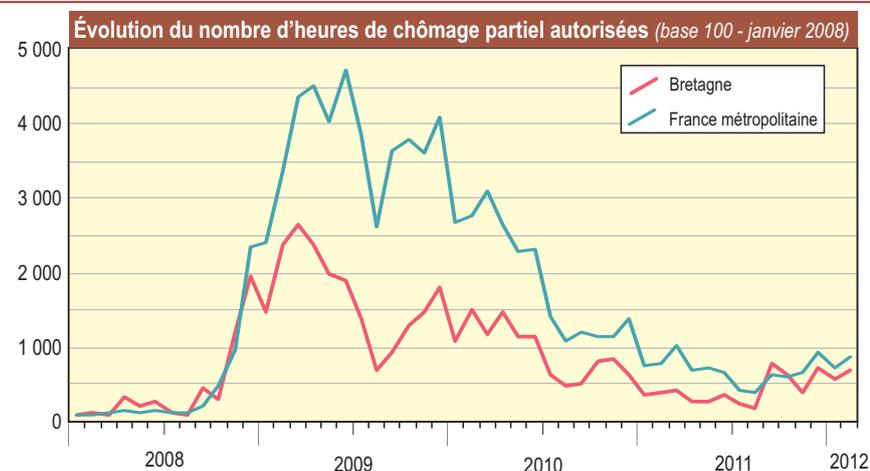
Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (1 an ou plus) inscrits en catégories A, B et C continue d'augmenter tout au long de l'année 2011 (+ 5,1 % sur un an). Ils représentent 36,5 % des demandeurs d'emploi. Cette hausse est à mettre en lien avec l'accroissement de la demande d'emploi des seniors, plus souvent inscrits de longue durée.

Augmentation forte du chômage de longue durée



Source : STMT - Pôle emploi, DARES

Chute du volume d'heures autorisées d'activité partielle



Source : DGEFP, extraction Silex

Le chômage partiel recule en 2011

Entre janvier et décembre 2011, 880 demandes d'activité partielle ont été enregistrées contre 1 470 en 2010. Par ailleurs, le niveau de la demande est nettement inférieur à celui de décembre 2009 (2 240). Sur l'année 2011, la tendance globale est donc à la baisse.

Concernant les heures effectivement consommées, elles s'élèvent à 449 400 entre janvier et décembre 2011, contre près de 1 473 050 pour 2010. Elles ont donc été divisées par trois en l'espace d'un an. Par rapport aux deux années précédentes, le nombre d'heures effectivement chômées est aussi en net repli.

Infléchissement du taux de chômage qui se réoriente à la hausse en milieu d'année

Le taux de chômage qui avait légèrement été orienté à la baisse en 2010 a continué à décroître début 2011 avant de se stabiliser en milieu d'année. Il repart ensuite légèrement à la hausse sur la dernière partie de l'année, suivant en cela le regain du nombre de demandeurs d'emploi constaté en 2011. Sur

l'année, la hausse du taux de chômage a été de 0,1 point pour la Bretagne comme pour la France.

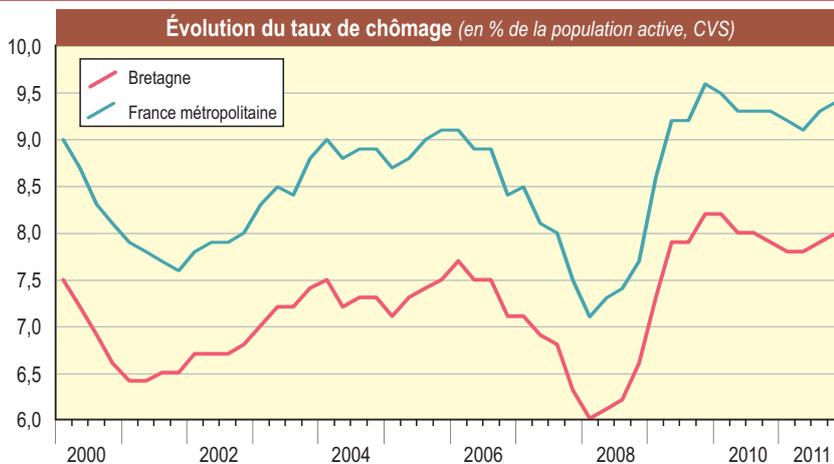
Le taux de chômage en Bretagne est de 8 % fin 2011, soit 1,4 point en dessous du niveau national. La Bretagne est avec les Pays-de-la-Loire, la région où le taux de chômage est le plus bas en France.

Sur un an, trois des quatre départements bretons voient leur taux de chômage aug-

menter mais dans des proportions différentes. C'est dans les Côtes-d'Armor qu'il a le plus progressé alors qu'il a perdu 0,1 point dans le Morbihan. A l'issue de ces évolutions, les taux de chômage se rejoignent dans le Morbihan, le Finistère et les Côtes-d'Armor (8,3 %), tandis qu'il reste sensiblement inférieur (7,4 %) en Ile-et-Vilaine.

■ Maryse Desplantes,
Stéphanie Ribouleau - *Directrice*
■ Carole Rieu - *Insee*

Un taux de chômage à 8 % en Bretagne, fin 2011



Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

L'Ile-et-Vilaine a le taux de chômage le plus bas de la région

Taux de chômage départemental, régional et national (en % de la population active, CVS)

	4 ^e trimestre 2010	1 ^{er} trimestre 2011	2 ^e trimestre 2011	3 ^e trimestre 2011	4 ^e trimestre 2011 (p)
Côtes-d'Armor	8,0	8,1	8,0	8,2	8,3
Finistère	8,2	8,2	8,1	8,3	8,3
Ile-et-Vilaine	7,3	7,1	7,1	7,3	7,4
Morbihan	8,4	8,3	8,2	8,3	8,3
Bretagne	7,9	7,8	7,8	7,9	8,0
France métropolitaine	9,3	9,2	9,1	9,3	9,4

(p) : données provisoires

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

LEXIQUE

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Les données relatives aux demandeurs d'emploi sont issues des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. La répartition entre les diverses catégories A, B, ou C s'effectue sur la base de règles juridiques portant notamment sur l'obligation de faire des actes positifs de recherche d'emploi et d'être immédiatement disponible. L'exercice d'une activité réduite est autorisé.

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle du chômage au sens du BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle Emploi.

Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Ancienneté sur les listes de Pôle emploi

L'ancienneté d'inscription à la fin du mois m sur les listes d'un demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi mesure le nombre de jours qu'il a passé sur les listes (en catégories A, B, C). Cette notion se rapporte aux effectifs de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, et C.

De manière conventionnelle, un demandeur d'emploi qui est resté inscrit plus de 12 mois sur les listes de Pôle emploi, peut être qualifié de demandeur d'emploi de longue durée.

Chômage partiel

Lorsqu'une entreprise réduit son activité au-dessous de l'horaire légal ou arrête momentanément tout ou partie de son activité et qu'elle n'entend pas rompre les contrats de travail qui la lient à ses salariés, elle peut avoir recours au chômage partiel. Le système d'indemnisation du chômage partiel permet de gérer une baisse d'activité ponctuelle, limitée dans le temps et ayant pour cadre l'année civile. Le dispositif du chômage partiel a pour but d'éviter des licenciements : il permet à une entreprise qui subit une perte d'activité de nature économique, technique ou naturelle, de réduire temporairement les horaires de ses effectifs.

Taux de chômage

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs). Il est calculé selon les normes du Bureau International du Travail, seul concept permettant des comparaisons internationales. Pour être chômeur au sens du BIT, 3 critères doivent être satisfaits :

- ne pas avoir travaillé (ne serait-ce qu'une heure) au cours de la semaine de référence ;
- être disponible pour travailler ;
- effectuer des démarches effectives de recherche d'emploi.

Au niveau national, les taux de chômage au sens du BIT sont estimés trimestriellement à partir de l'enquête emploi. Aux niveaux régionaux et départementaux, ils sont estimés par ventilation du nombre national de chômeurs selon une clé de répartition issue des données de Pôle Emploi.

En Bretagne, en 2011, l'activité économique a progressé dans tous les grands secteurs d'activité mais de façon plus marquée dans l'industrie.

L'industrie et les services aux entreprises ont enregistré une hausse sensible de leur volume d'activité alors que dans le Bâtiment-travaux publics (BTP), la croissance a été d'ampleur plus modeste. Comme au plan national, l'activité a connu un pic au 1^{er} semestre puis s'est ensuite repliée. Appréciés en moyenne sur l'année, globalement, les effectifs ont été très légèrement renforcés.

L'érosion des marges d'exploitation a été générale et, hormis dans les services marchands, les investissements ont été orientés à la baisse.

Croissance du chiffre d'affaires et des effectifs de l'industrie

En 2011, la croissance du chiffre d'affaires global de l'industrie a été sensiblement plus forte qu'au cours de l'exercice précédent (+ 9,2 % contre 4,8 %).

Il apparaît cependant que cette progression du chiffre d'affaires global n'a pas été linéaire tout au long de l'année puisque, après une première moitié de l'année favorable, un ralentissement assez prononcé a été constaté par la suite.

Le secteur des « matériels de transports » a enregistré des volumes de ventes en forte progression. De façon moins significative, les « industries alimentaires » et les « autres produits industriels » ont vu également leur chiffre d'affaires progresser. Seul le secteur des « équipements électriques » a connu une quasi stabilité de son activité.

Le chiffre d'affaires global à l'exportation s'est notablement renforcé, l'accroissement relevé en 2011 dépassant les performances de l'année précédente.

L'exercice 2011 a aussi été caractérisé par une petite augmentation des effectifs industriels qui contraste avec la tendance baissière qui prévalait depuis quelques années. Il faut en effet remonter à 2004 pour retrouver un renforcement des effectifs, d'une ampleur

comparable à celle constatée cette année.

Ce renforcement s'est surtout matérialisé par un développement des emplois intérimaires, lesquels se sont accrus de près de 14 %.

Globalement, un effritement des marges d'exploitation a été constaté et seulement 29 % des entreprises industrielles interrogées ont connu une amélioration de leur rentabilité. C'est au sein des « industries alimentaires » et des « équipements électriques », que les évolutions, dans ce domaine, sont apparues les plus défavorables.

Enfin, force est de constater que la hausse des chiffres d'affaires ne s'est pas traduite par une reprise des investissements puisque, à l'inverse, les dépenses ont très légèrement diminué.

Un essor confirmé des services aux entreprises

Le chiffre d'affaires des « services aux entreprises » a continué de s'accroître (+ 6,7 %). Dans les « activités informatiques », il a, de nouveau, progressé à un rythme soutenu et similaire à celui de 2010. Une nouvelle hausse a aussi été relevée au sein du secteur des « transports ». Dans l'ingénierie technique, après deux années consécutives de repli, le chiffre d'affaires s'est redressé mais de manière moins accentuée que pré-

vu. Enfin, la hausse du chiffre d'affaires du secteur des « activités de nettoyage » a été faible et donc beaucoup moins prononcée qu'en 2010.

Globalement, les effectifs évalués en moyenne sur l'année ont été orientés à la hausse. Ils ont été assez largement renforcés dans les « activités informatiques » et, à un degré nettement moindre, dans les « activités de nettoyage » et l'« ingénierie technique ». Dans les « transports », la hausse a été très modeste.

Un redressement des dépenses d'investissements a été relevé en 2011. Cette progression a été particulièrement sensible dans les « transports » et, à un degré moindre, au sein de l'« ingénierie technique ». Dans les « activités informatiques », un recul a été observé.

Dans l'ensemble, une légère érosion de la rentabilité d'exploitation a été perceptible, le quart seulement des entreprises sondées estimant que leurs marges se sont améliorées sur la période.

Le BTP renoue avec la croissance

Dans le secteur du BTP, après deux exercices consécutifs marqués par un recul de l'activité, les entreprises ont renoué avec la croissance, le chiffre d'affaires d'ensemble

augmentant de 2,1 %. L'orientation à la baisse des devis qui a perduré cette année est à l'origine, en partie, d'une nouvelle contraction de la rentabilité d'exploitation.

Dans le même temps, le redressement de la production totale s'est avéré plus important en raison d'une augmentation des encours de production.

Toujours au niveau de la production, la hausse dans le secteur du Bâtiment a été un peu plus accentuée que dans celui des Travaux publics.

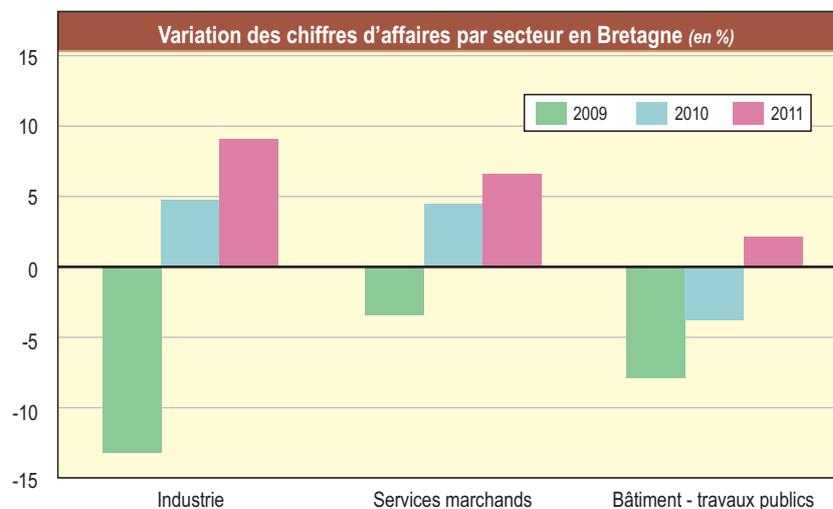
Dans le « gros œuvre », elle a, comme prévu, augmenté plus fortement. En dépit de prévisions qui étaient plutôt défavorables, quelques progrès ont été également notés dans le « second œuvre ».

Cette reprise de l'activité s'est accompagnée d'une légère hausse des effectifs moyens sur l'année principalement via le recrutement d'intérimaires.

Les dépenses d'investissement ont moins reculé que prévu.

■ Banque de France,
Direction des Affaires Régionales

En 2011, le chiffre d'affaire progresse dans tous les secteurs



Source : Banque de France

Recul de la création d'entreprises

L'année 2011 est marquée par un net ralentissement des créations d'entreprises en Bretagne comme en France métropolitaine. La baisse est surtout marquée dans le secteur industriel. Le nombre de créations d'auto-entreprises bretonnes est également en repli et ce fléchissement est particulièrement net dans les secteurs non industriels. Dans un contexte économique défavorable, les défaillances d'entreprises, après avoir entamé une décrue en 2010, augmentent à nouveau. Leur nombre cumulé sur un an, d'octobre 2010 à septembre 2011, progresse de 2,3 % par rapport aux douze mois précédents.

En 2011, 19 437 entreprises ont été créées en Bretagne soit 12,1 % de moins qu'en 2010. Ce repli est légèrement supérieur au résultat en France métropolitaine. Tous les secteurs sont concernés mais c'est celui de l'industrie qui est le plus impacté. Les départements bretons affichent pour la plupart des évolutions à la baisse dans tous les secteurs. Le recul des auto-entreprises (- 18 %), également constaté au

niveau de la France métropolitaine (- 19 %), explique pour une part la baisse constatée dans tous les secteurs.

Aucun secteur d'activité et aucun département breton n'est épargné par la baisse

Avec près de 1 300 créations d'entreprises en 2011, l'industrie est le secteur qui enre-

gistre le recul le plus élevé sur un an (- 18 % contre - 14 % en France métropolitaine). La construction s'en sort mieux, malgré un recul de 10 %. Enfin, tous les secteurs enregistrent une baisse du nombre de nouveaux auto-entrepreneurs avec la plus forte baisse pour le commerce, transport, hébergement et restauration (- 21 %).

Ce constat général concerne les quatre départements bretons qui présentent néan-

Une année particulièrement difficile

Créations d'entreprises par département dans la région Bretagne

	Industrie		Construction		Commerces, transports, hébergement et restauration		Services aux entreprises		Services aux particuliers		Ensemble	
	2011	Évolution 2011/2010 (en %)	2011	Évolution 2011/2010 (en %)	2011	Évolution 2011/2010 (en %)	2011	Évolution 2011/2010 (en %)	2011	Évolution 2011/2010 (en %)	2011	Évolution 2011/2010 (en %)
Côtes-d'Armor	234	- 18,2	517	- 10,6	1 008	- 13,3	836	- 10,4	726	- 20,1	3 321	- 14,1
Finistère	375	- 15,9	755	- 15,5	1 307	- 8,0	1 280	- 16,5	1 144	- 13,5	4 861	- 13,4
Ille-et-Vilaine	355	- 16,9	744	- 13,2	1 575	- 16,8	2 204	- 10,9	1 482	- 13,0	6 360	- 13,5
Morbihan	325	- 22,1	768	1,3	1 329	- 5,7	1 337	- 10,0	1 136	- 4,9	4 895	- 7,0
Bretagne	1 289	- 18,2	2 784	- 9,8	5 219	- 11,3	5 657	- 12,0	4 488	- 12,5	19 437	- 12,1
France métropolitaine	25 410	- 14,0	79 367	- 11,5	144 123	- 10,4	169 981	- 11,8	111 094	- 13,7	529 975	- 11,9

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Note : la baisse constatée pour la créations de sociétés dans l'industrie en France et dans certaines régions correspond à la fin d'un pic observé en 2010 lié à l'évolution du tarif de rachat d'électricité solaire par ERDF; dans la plupart des régions, hors secteur de la "Production d'électricité" 35.11Z, l'évolution serait positive.

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene), données brutes.

Net repli pour les auto-entreprises

Demandes de création d'entreprises sous régime d'auto-entrepreneurs par département dans la région Bretagne

	Industrie		Construction		Commerces, transports, hébergement et restauration		Services aux entreprises		Services aux particuliers		Ensemble	
	2011	Évolution 2011/2010 (en %)	2011	Évolution 2011/2010 (en %)	2011	Évolution 2011/2010 (en %)	2011	Évolution 2011/2010 (en %)	2011	Évolution 2011/2010 (en %)	2011	Évolution 2011/2010 (en %)
Côtes-d'Armor	151	-2,0	300	-23,3	456	-26,0	424	-17,2	479	-23,5	1 810	-21,3
Finistère	245	-12,8	452	-20,3	589	-16,6	675	-21,1	707	-21,0	2 668	-19,3
Ille-et-Vilaine	234	-0,9	349	-23,3	698	-29,0	1 087	-20,7	971	-17,1	3 339	-20,8
Morbihan	196	-20,3	386	-0,5	628	-8,3	710	-15,1	737	-12,6	2 657	-11,4
Bretagne	826	-9,9	1 487	-17,4	2 371	-20,7	2 896	-19,0	2 894	-18,1	10 474	-18,3
France métropolitaine	14 606	-2,5	39 149	-21,0	67 909	-15,9	88 224	-21,5	74 358	-19,7	284 246	-18,9

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene), données brutes.

moins des disparités. Bien que le Morbihan enregistre le repli le plus net dans le secteur de l'industrie, ce département présente la situation la moins défavorable tous secteurs confondus avec une baisse globale de 7 %, soit deux fois moins que dans les trois autres départements. Cela tient à une bonne résistance de la création d'entreprises dans les secteurs de la construction (+ 1,3 %) et des services aux particuliers (- 4,9 %).

Tous secteurs confondus, le département des Côtes-d'Armor enregistre la plus forte baisse (- 14 %), ce qui s'explique notamment par la mauvaise santé des services aux particuliers (- 20 %).

En Ille-et-Vilaine, deux secteurs souffrent particulièrement : le commerce-transport-hébergement-restauration et l'industrie, avec près de 17 % de créations en moins pour chacun d'eux. Quant au Finistère, trois secteurs voient leurs créations d'entreprises chuter de 16 % : l'industrie, la construction et les services aux entreprises.

Succès mitigé pour les auto-entreprises en 2011

Entré en application le 1^{er} janvier 2009, le régime de l'auto-entrepreneur apparaît moins attractif en 2011. Il ne représente plus que 54 % de la création d'entreprises contre 58 % en 2009 et 2010. Il connaît des variations fortes d'un département à l'autre, le moins touché étant le Morbihan avec - 11 %, les trois autres approchant ou dépassant le seuil des - 20 %. Même constat

du côté des secteurs d'activité : c'est l'industrie qui a le mieux résisté (- 10 %) alors que le secteur du commerce-transport-hébergement-restauration enregistre un recul de près de 21 %, l'Ille-et-Vilaine accusant à lui seul une chute de près de 30 % dans ce secteur.

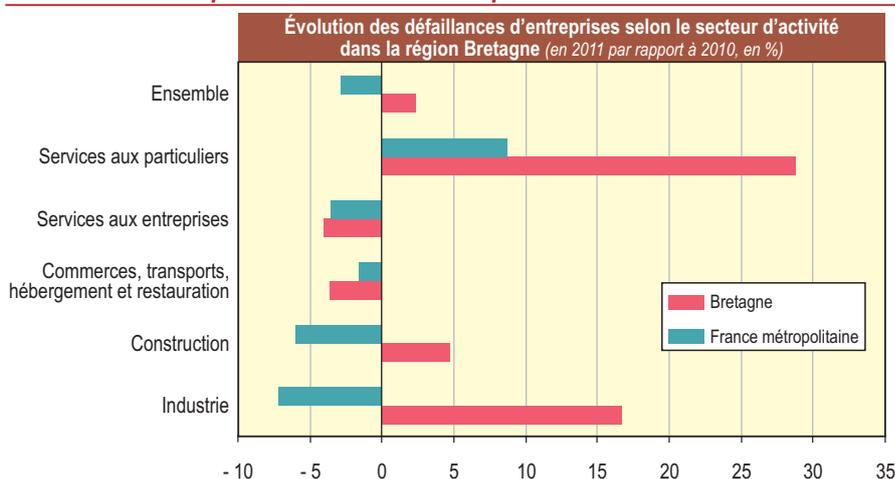
Les entreprises individuelles, hors auto-entreprises, résistent mieux en Bretagne

Avec 3 548 créations d'entreprises individuelles (- 7,1 %), la Bretagne résiste mieux que la France métropolitaine

(- 9,2 %). La décre est plus forte dans les Côtes-d'Armor (- 12 %) et dans le secteur du commerce-transport-hébergement-restauration (- 14,2 %). Seuls les services aux particuliers enregistrent un gain très légèrement positif. De fortes disparités départementales sont constatées dans l'industrie, l'Ille-et-Vilaine affichant une baisse de 28 % et le Morbihan une hausse de plus de 26 %.

Les différences sont tangibles également dans la construction avec - 20 % dans le département du Finistère et + 4,7 % dans celui du Morbihan.

Les services aux particuliers ont beaucoup souffert



Source : BODACC, traitement Insee

Très léger repli pour les sociétés

En 2011, le nombre de sociétés créées est en légère baisse par rapport à 2010 (-52 sociétés). Le secteur qui contribue le plus à cette baisse est l'industrie avec 186 créations en moins, soit -35,2 %. Cette baisse atteint même 43 % dans les Côtes-d'Armor. À l'inverse, avec 1 822 nouvelles sociétés, le secteur du commerce-transport-hébergement-restauration est en hausse de 7,2 %. Même constat pour la construction avec 818 sociétés créées contre 746 en 2010 (+9,7 %). Dans ce dernier secteur, de fortes disparités départementales existent (+2 % dans le Morbihan et +42 % dans les Côtes-d'Armor).

Davantage de défaillances d'entreprises

Entre octobre 2010 et septembre 2011, 2 154 défaillances d'entreprises ont été prononcées en Bretagne, soit 2,3 % de plus

que lors des 12 mois précédents. En France métropolitaine, on constate une tendance inverse avec un repli de près de 3 %.

La situation est très disparate selon les départements. Les défaillances sont en baisse dans les Côtes-d'Armor (-12,4 %), alors qu'elles sont en hausse de près de 17 % dans le Finistère.

Elles concernent également plus particulièrement les services aux particuliers (+29 %), avec un pic à +62,5 % dans le Finistère et +59 % dans le Morbihan. Dans l'industrie, les défaillances ont cru de 16,7 %, avec une pointe à plus de 31 % dans ces deux mêmes départements. Le secteur de la construction est très contrasté, avec une baisse des défaillances de 22 % dans les Côtes-d'Armor et une hausse de 28 % dans le Finistère.

■ Robert Granger - Insee

Progression des crédits à l'habitat, recul des crédits à court terme

L'évolution globale des encours de crédits entre décembre 2010 et décembre 2011 ressort à + 3,1 % soit un niveau inférieur de 0,8 point à la progression nationale. Le poids des crédits à l'habitat, particulièrement important en Bretagne, s'est encore accentué sur l'année.

En augmentation sur l'année de 2,4 milliards, l'encours global des financements, accordés par les établissements de crédit présents dans la région, à fin décembre 2011, s'élève à un peu plus de 80 milliards d'euros. Le poids de la Bretagne dans le total des encours nationaux est stable à 4,8 %. La région occupe ainsi la cinquième position après l'Île-de-France (34,3 %), Rhône-Alpes (9,0 %), Provence - Alpes - Côte d'Azur (6,2 %) et les Pays de la Loire (5,3 %) et se situe légèrement devant la région Nord - Pas-de-Calais (4,6 %). Le poids en matière de distribution de crédits s'avère ainsi proche du poids économique de la région (le PIB régional représente 4,3 % de

la richesse nationale produite) et démographique (5,1 %). A noter que les deux principaux réseaux mutualistes, fortement implantés en Bretagne, représentent près de 62 % de la distribution des crédits.

Forte part des crédits à l'habitat...

Les crédits à l'habitat et les crédits d'équipement totalisent 88,0 % de l'encours total au niveau régional contre 75,4 % au niveau national.

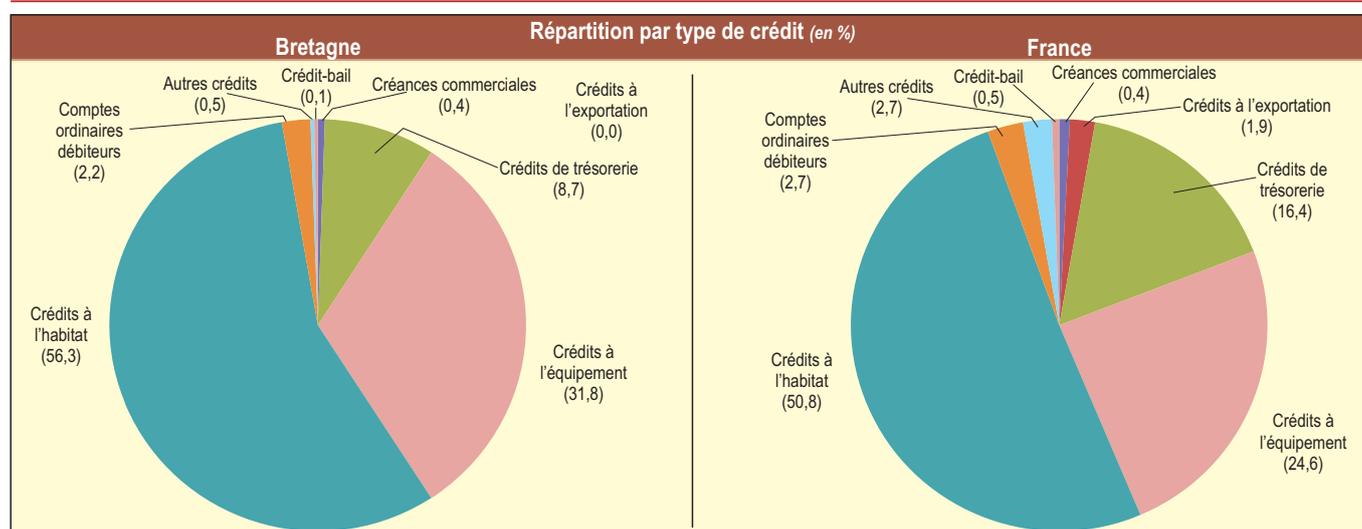
Les seuls crédits à l'habitat représentent en Bretagne 56,3 % du total soit 5,5 points de plus qu'au niveau national. La deuxième catégorie est celle des crédits à l'équipement

avec un peu moins de 32 % de l'encours global, c'est-à-dire 7,2 points de plus que la part nationale. A contrario, avec 11,4 % de l'encours global, la part des crédits « court terme » en région se situe largement en deçà du pourcentage national (21,9 %).

... qui progresse encore en 2011

Sur l'année 2011, l'augmentation de près de 3,1 % des encours globaux est essentiellement imputable à l'augmentation des crédits à l'habitat (+ 5,8 %) puisque la progression des crédits à l'équipement n'a été que de 0,7 % et que les crédits « court terme » ont diminué de 3,6 %.

En Bretagne, les crédits à l'habitat et à l'équipement représentent 88 % des encours



Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - Décembre 2011

Une hausse plus importante au national des crédits à l'équipement

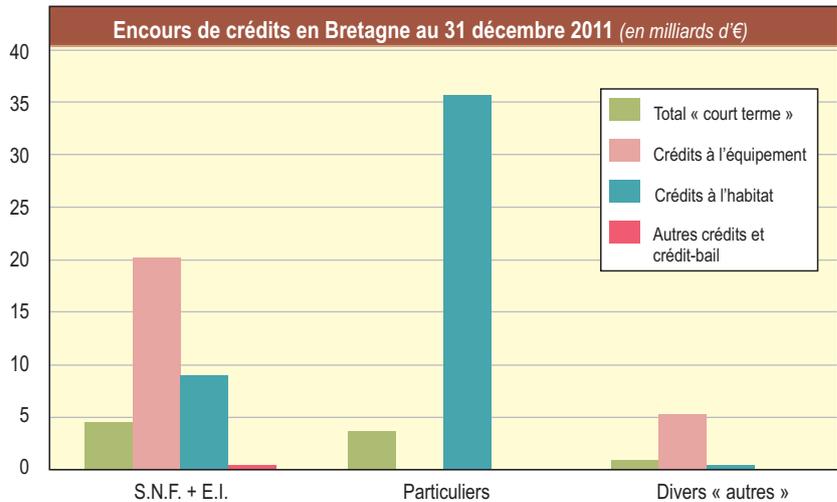
Au niveau national, l'évolution a été de + 3,9 %, avec une progression des crédits à l'habitat comparable à celle qui a prévalu en Bretagne mais avec une hausse plus importante des crédits à l'équipement (+ 5,9 %). Déjà marginaux (moins de 0,1 % du total des encours nationaux), les crédits à l'exportation se sont encore réduits (- 4,4 %) alors qu'au niveau national la hausse était de 8,6 %.

L'encours de crédit aux entreprises en Bretagne a augmenté de 3,4 % en 2011 à un rythme légèrement supérieur à celui constaté au niveau national (+ 3,1 %).

Le département d'Ille-et-Vilaine porte 35,0 % des encours globaux de la région. Le Finistère, le Morbihan et les Côtes-d'Armor suivent avec respectivement 27,0 %, 21,6 % et 16,4 %. La part du Finistère se réduit sur la période (- 1,8 %) au profit des trois autres départements.

■ Banque de France,
Direction des Affaires Régionales

Près de 43 % des encours de crédits à destination des entreprises



Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales

LEXIQUE

S.N.F. : sociétés non financières (entreprises hors secteur financier et assurances)

E.I. : entrepreneurs individuels

Divers « autres » : assurances, administrations publiques et privées, non résidents

Crédits Court terme : financent les besoins de trésorerie pour les particuliers (notamment sous forme de prêts personnels, découverts, etc.) et les besoins liés au financement du cycle d'exploitation des

entreprises (créances commerciales, crédits d'exploitation, comptes débiteurs, etc.).

Crédits d'équipement : financent les investissements réalisés par les entreprises.

Crédit bail : technique de financement par laquelle une société financière donne en location le plus souvent un bien d'équipement à un preneur qui, à un moment quelconque du contrat mais, le plus souvent à l'échéance, peut décider de devenir propriétaire du bien qui en a été l'objet.

Nouvelle progression des dépôts de dossiers de surendettement des particuliers

En 2011, les dépôts de dossiers de surendettement ont poursuivi leur progression dans la région mais à un rythme légèrement moindre qu'au plan national.

Entre 2006 et 2011, 1 223 037 dossiers de surendettement ont été déposés en France. Avec 51 859 dossiers déposés pendant la même période, la part de la Bretagne (4,2 %) reste inférieure à son poids dans la démographie nationale (5,1 %).

En cumul sur les 3 dernières années, les solutions amiables ont représenté 47,6 % des sorties de dossiers dans la région (38 % en France).

En parallèle à ces accords de solutions amiables, près d'un dossier sur quatre a été orienté vers une procédure de rétablissement personnel (PRP), qui conduit, sous certaines conditions, à l'effacement des dettes non professionnelles et à la liquidation du patrimoine personnel s'il existe.

En 2011, 232 508 dossiers ont été déposés au niveau national, dont 9 945 en Bretagne. La progression est moins marquée en région avec une augmentation de 6,2 % du nombre de dossiers contre 6,7 % au niveau France entière. Cette hausse recouvre peu de disparités départementales : seul le Morbihan est à un taux de progression supérieur à 8 %, les autres départements progressent tous d'un peu moins de 6 %.

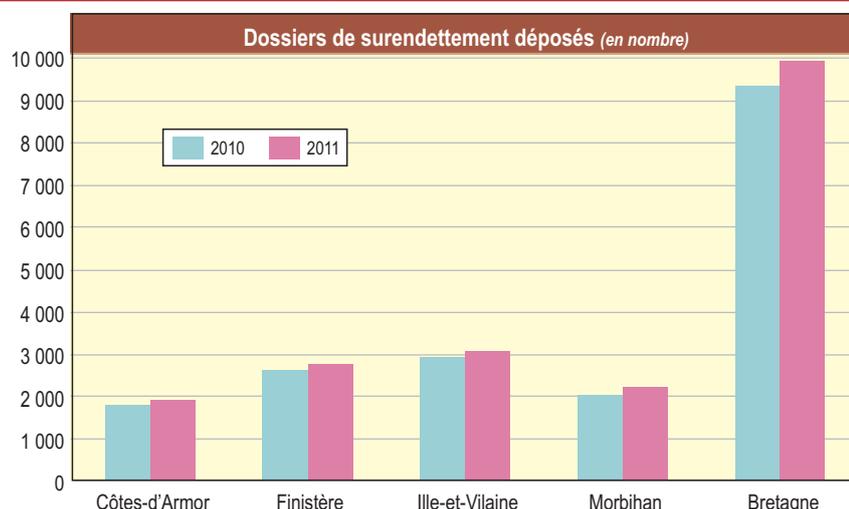
4 234 accords amiables ont été conclus en région en 2011, en baisse de 2,7 % par rapport à 2010. Cette diminution est faible par rapport à la baisse enregistrée au niveau national de 14,4 %. Plusieurs explications à cette baisse : la dégradation de la solvabilité des débiteurs, mais aussi une des conséquences de la mise en place de certaines mesures de la loi Lagarde, notamment la di-

minution de la durée des plans de 10 à 8 ans. De ce fait, les commissions de surendettement ont préconisé plus d'effacements partiels de dettes ce qui a pu induire une hausse des refus des solutions amiables proposées de la part des créanciers.

Enfin, 2 715 dossiers ont été orientés en PRP en 2011, soit 29,2 % du total des dossiers traités en Bretagne contre 31,1 % au plan national.

■ Banque de France,
Direction des Affaires Régionales

Nouvelle progression des dépôts de dossiers



Source : Banque de France

Une croissance modérée du nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA)

En 2011, la croissance du nombre de foyers allocataires du RSA a été plus forte en Bretagne qu'au niveau national. Toutefois, elle a été deux fois moins importante qu'en 2010.

Mis en place en juin 2009, le revenu de solidarité active est venu se substituer aux dispositifs existants de lutte contre la pauvreté (Revenu Minimum d'Insertion, Allocation de Parent Isolé), tout en garantissant que le retour à l'emploi procure des gains de revenus aux personnes les plus modestes.

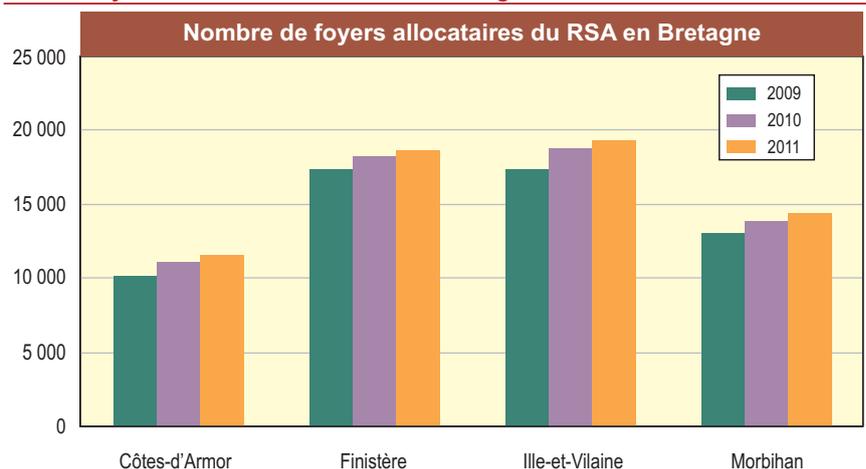
1 800 foyers supplémentaires ont touché le RSA en Bretagne en 2011

Fin 2011, les caisses d'allocations familiales ont versé le RSA à près de 63 700 foyers en Bretagne, soit près de 1 800 foyers de plus qu'en 2010. Sur un an, le nombre de foyers couverts progresse de 2,9 %. La croissance du nombre de foyers couverts en France métropolitaine est moindre (2,1 %). C'est dans le Morbihan et les Côtes-d'Armor que le nombre d'allocataires du RSA a le plus progressé en 2011, avec des hausses respectives de +3,8 % et +3,7 %. En Bretagne, dans près de 42 % des cas, le RSA est un complément à des revenus d'activité, alors que cette proportion n'est que de 36 % pour la France métropolitaine. Le nombre de foyers sans revenus d'activité a progressé de 2,5 % en Bretagne en 2011.

Un dispositif qui se met progressivement en place

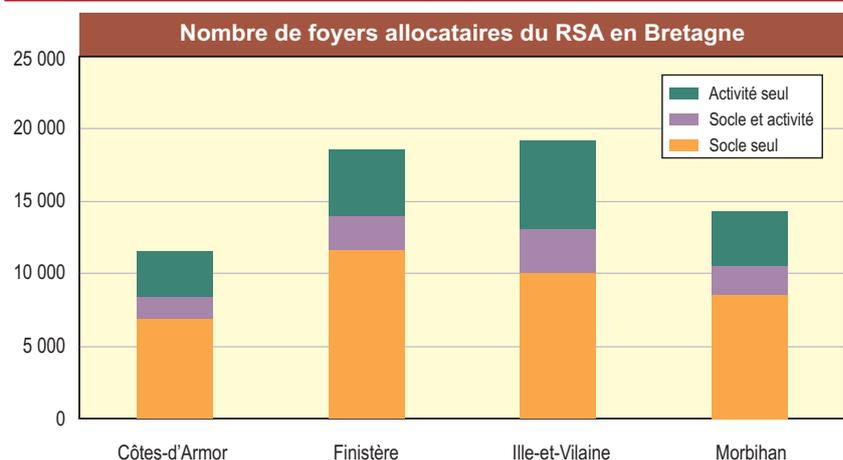
La progression du nombre de personnes couvertes par le RSA a été moindre en 2011 qu'en 2010, malgré la détérioration du marché du travail. En effet, la situation sur le

63 700 foyers allocataires fin 2011 en Bretagne



Source : Cnaf

Trois allocataires du RSA sur cinq ne perçoivent aucun revenu d'activité



Source : Cnaf

marché du travail se répercute avec quelques mois de retard sur le nombre d'allocataires du RSA. Par ailleurs, l'année 2010 a été atypique car le nouveau dispositif est monté en puissance progressivement, et de nombreux foyers éligibles ne sont entrés dans le nouveau dispositif qu'en cours d'année 2010. Fin 2011 encore, on estime

qu'une personne sur deux qui pourrait prétendre au RSA ne le touche pas, faute d'en avoir fait la demande.

Il convient de rajouter aux foyers couverts par les caisses d'allocations familiales, ceux couverts par la mutualité sociale agricole, relativement nombreux en Bretagne. Ils repré-

sentaient, fin 2010, quelque 2 300 foyers, soit 3,7 % des foyers allocataires en Bretagne, contre moins de 2 % en France métropolitaine.

■ Carole Rieu - Insee

LEXIQUE

Surendettement

Solution amiable : accord entre le débiteur et ses créanciers afin de mettre en place un nouveau plan de remboursement des dettes pouvant comporter des rééchelonnements, des reports, des mesures de réduction des taux d'intérêts et des effacements partiels de dettes.

Procédure de Rétablissement Personnel (PRP) : en cas d'importantes difficultés financières, la commission peut orienter le dossier du débiteur vers une procédure de rétablissement personnel. Dans ce cas, ses dettes peuvent être effacées après validation d'un juge, avec ou sans liquidation judiciaire, suivant la possession ou non d'un patrimoine.

Loi Lagarde : la loi dite « Lagarde » du 01/07/2010 portant réforme du crédit à la consommation, entrée en vigueur au 01/11/2010, a introduit un certain nombre de mesures nouvelles relatives au traitement des dossiers de surendettement dont parmi les principales :

- la durée des plans, jusque là fixée à 10 ans, a été réduite à 8 ans ;
- la durée maximale de fichage des surendettés dans le Fichier des Incidents de Crédits aux Particuliers (FICP), initialement comprise entre 8 et 10 ans, a été ramenée à 5 ans ;
- dès qu'un débiteur voit son dossier examiné en commission de surendettement, ses créanciers sont dans l'obligation de suspendre les poursuites à son encontre ;
- toute personne surendettée peut continuer à bénéficier des services bancaires de base ;
- il est mis fin à l'obligation faite au propriétaire surendetté de vendre son logement avant d'entamer une procédure de surendettement.

RSA

Les bénéficiaires du RSA socle seul n'ont pas de revenus d'activité. Il s'agit de foyers inactifs. Ils perçoivent une allocation forfaitaire fonction de la composition du foyer.

Les bénéficiaires du RSA socle et activité ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur à un seuil forfaitaire (fonction de la composition du foyer).

Les bénéficiaires du RSA activité seul ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur à un seuil forfaitaire.

SYNTHÈSES SECTORIELLES

Agriculture
Construction, logement
Tourisme

Une bonne année 2011

L'année 2011 est marquée par la création du bassin laitier Grand Ouest, la suspension des cotations des gros bovins pendant un mois, une crise nationale concombre-tomate et une météo contrariante. La situation se révèle très satisfaisante pour le secteur laitier et plutôt favorable pour les porcs et les gros bovins, mais le prix de l'aliment est au plus haut. La conjoncture légumière apparaît morose.

Très bonne conjoncture laitière

Depuis le printemps 2010, le secteur laitier profite d'une conjoncture favorable, avec un prix du lait chaque mois supérieur à celui d'un an plus tôt, et des volumes produits en hausse.

Sur l'année 2011, le prix du lait payé aux producteurs bretons atteint en moyenne 340 €/1000 l, soit + 8,5 % sur 2010 et + 12 % sur la moyenne 2006-2010. L'augmentation des prix industriels (beurre et poudre de lait), entamée en octobre 2009, continue d'être répercutée sur le prix du lait, avec environ six mois de décalage. Au dernier trimestre 2011, l'avance du prix du lait sur celui des années précédentes s'atténue.

Les quantités de lait livrées par les producteurs bretons en 2011 progressent de 5,3 % sur 2010 et de 7,8 % sur 2006-2010. Au printemps 2011, la hausse de la collecte de lait est cependant ralentie par la sécheresse.

Puis l'été pluvieux qui suit est propice à la repousse de l'herbe. Ce constat, allié à une plus grande utilisation de concentré, permet aux éleveurs d'accélérer leur production, dans un contexte de prix du lait et de demande très favorables. A l'automne, la croissance de la collecte ralentit, certains éleveurs ayant vraisemblablement choisi de freiner leur production afin de ne pas risquer un dépassement des quotas. Depuis début décembre, les producteurs sont autorisés, pour la fin de campagne, à dépasser de 2 % les quotas, sans pénalité.

Du mieux en fin d'année pour le porc

En 2011, le volume de porcs charcutiers abattus en Bretagne s'élève à 1,125 million de tonnes pour 14 millions de têtes. Il se stabilise au niveau de 2010 et dépasse un peu la moyenne quinquennale.

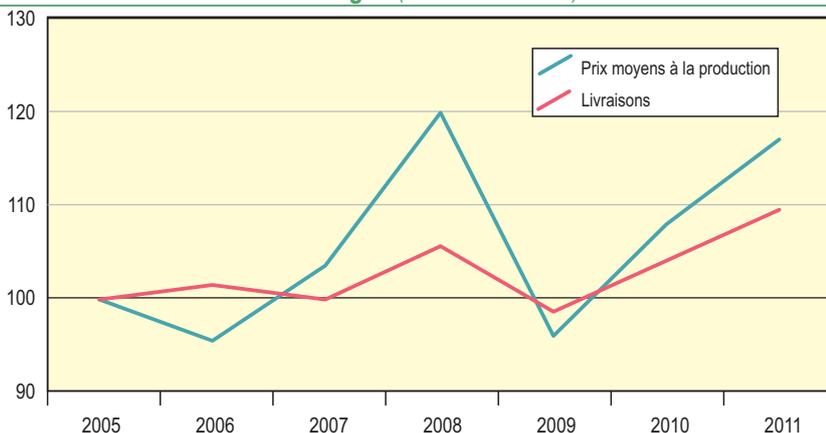
Au marché au cadran de Plérin, le prix de base du porc charcutier s'établit, en moyenne annuelle, à 1,31 €/kg. Il gagne 14 % sur le prix de l'an passé, et 11 % sur la moyenne quinquennale. En janvier, la dynamique du marché français et européen est cassée par l'effondrement des prix en Allemagne (alerte sanitaire à la dioxine). La Commission européenne met en place des mesures de stockage privé, aboutissant à une reprise des cours européens en février. En mars, malgré un manque de compétitivité

Création du bassin laitier Grand Ouest

Un décret paru en mars 2011 au Journal Officiel instaure la création de 9 bassins laitiers en France, dont le bassin Grand Ouest, qui comprend les départements de Bretagne et des Pays de la Loire, hors Vendée. Les comités de bassins ainsi créés, nouvelles instances de concertation entre partenaires de la filière laitière et pouvoirs publics, traitent des questions sur la production du lait, la gestion des quotas...

Depuis le 1^{er} avril 2011, les industriels laitiers ont l'obligation de proposer un contrat aux producteurs. Certaines entreprises préfèrent attendre le décret sur la reconnaissance des organisations de producteurs (OP), avant de négocier collectivement et non plus individuellement avec l'éleveur, les conditions de livraison du lait. Les OP devront permettre aux producteurs laitiers, regroupés en organisation collective, de négocier prix et volumes face aux entreprises, sans pour autant enfreindre le droit de la concurrence européen.

Prix et livraisons de lait en Bretagne (Indice 100 en 2005)



Source : Agreste - DRAAF Bretagne - Enquête mensuelle auprès des laiteries

à l'export, le marché est stable grâce à une bonne fluidité intérieure. L'écoulement régional est favorisé par la signature d'un accord interprofessionnel national confortant le logo VPF (Viande de Porc Française). Après une embellie en avril, liée à une excellente fluidité du marché intérieur, le cours baisse progressivement en mai, en raison d'un afflux d'offre européenne (accentué par les sorties de stockage privé) et d'une demande européenne insuffisante. En juin, la consommation est limitée par une météo maussade et les 2 jours fériés réduisent l'activité d'abattage et reportent toute éventuelle reprise. A partir de septembre, l'évolution habituellement à la baisse des cours est inversée. Une demande très soutenue des pays tiers entraîne une progression des cours. Le maximum de l'année est enregistré début novembre (1,45 €/kg). Cependant, en raison de hausses plus modérées dans les autres bassins européens, de difficultés de valorisation des pièces sur le marché intérieur et d'un arrêt des exportations mi-décembre, la courbe des cours repart à la baisse en fin d'année.

Les exportations françaises de viande porcine sont en hausse de 2,1 % par rapport à 2010. Elles diminuent vers l'Union européenne alors qu'elles augmentent vers les pays tiers, notamment l'Asie du Nord.

Le coût des aliments pour porcins se révèle le plus élevé de la décennie. Estimé par l'IFIP (Institut de la Filière Porcine), le prix des aliments dépasse de 35 % celui de 2010. En août 2010, il avait entamé son envolée, suite à la flambée du prix des céréales. Ce coût est cependant en légère baisse depuis juin 2011, en lien avec la diminution du prix des céréales.

Au final, sur l'année, l'évolution du prix du porc, + 0,16 €/kg, est dépassée par celle du coût de l'aliment : environ + 0,25 €/kg de carcasse. Au dernier trimestre cependant, l'écart s'inverse, permettant aux producteurs de gagner en rentabilité.

Volume et prix en hausse pour le poulet

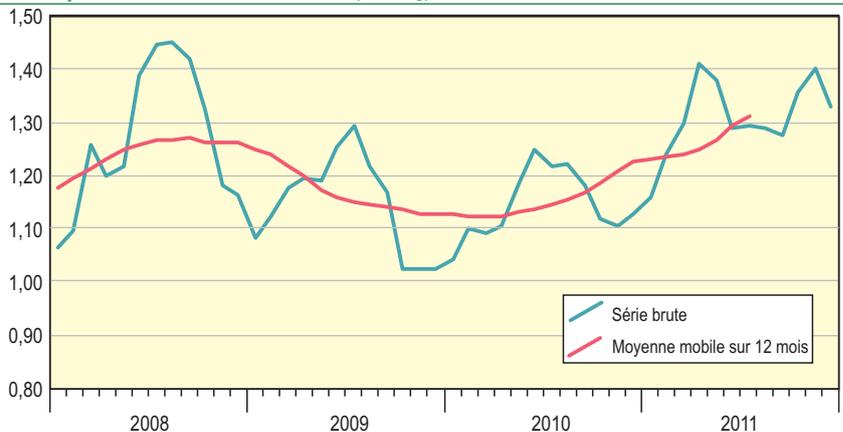
Pour la deuxième année consécutive, le volume de poulets abattus en Bretagne, dépasse le niveau de 2005, situé avant la crise de la grippe aviaire. Les abattages sont supérieurs de 7,8 %, en poids, à ceux de 2010, et progressent de 18 % sur 2006-2010. Les exportations françaises de viande de poulet, provenant en grande partie de Bretagne, augmentent fortement (+ 11,5 %), notam-

Prix des produits animaux (variations annuelles en %)



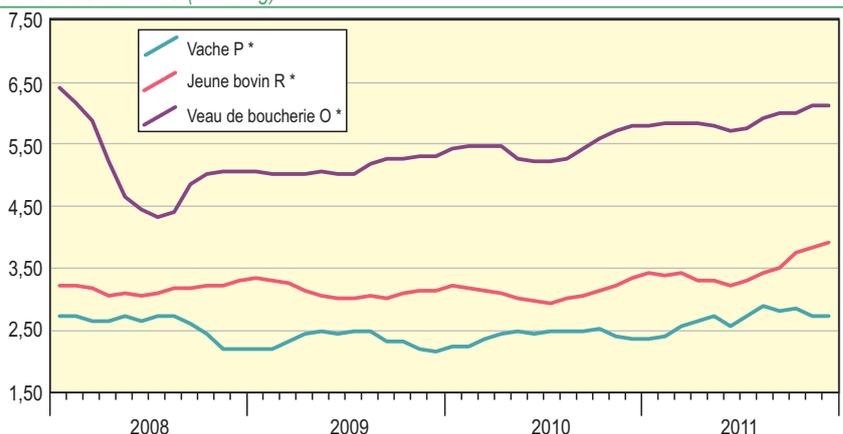
Source : Agreste - Office de l'élevage - Marché au cadran de Plérin

Prix du porc au cadran de Plérin (en €/kg)



Source : Marché au cadran de Plérin

Cours des bovins (en €/kg)



* Catégorie selon la grille communautaire de classement des carcasses de bovins (6 classes de conformation : S, E, U, O, R et P). Exemple : la vache P est la vache de réforme.

Source : Office de l'élevage

ment vers l'Arabie Saoudite, l'UE, la Chine, la Russie. La consommation de poulet en France est également en hausse (+ 3,3 % sur un an), en particulier au dernier trimestre.

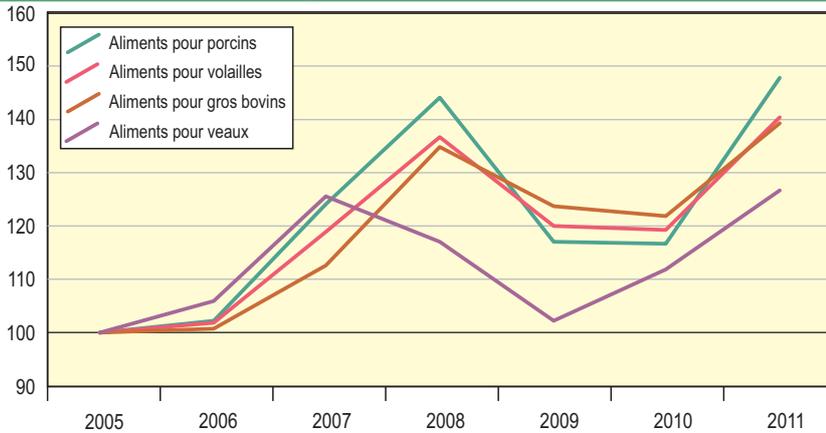
En 2011, les abattages de dindes poursuivent leur recul : - 1,3 % en poids sur 2010 et - 12,7 % sur 2006-2010. Les exportations françaises diminuent (- 5 % sur un an). L'é-

volution de la consommation en France est, comme en 2010, légèrement positive.

Le coût des aliments pour volailles atteint son plus haut niveau depuis 2005. Selon l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA), le coût moyen annuel excède de 17 % celui de 2010, ainsi que la moyenne quinquennale. Le coût

Agriculture

Coûts des aliments en Bretagne, selon l'IPAMPA (Indice 100 en 2005)



Source : Agreste - Insee

grimpe d'un mois sur l'autre, au cours du premier semestre, puis diminue à partir de juillet 2011. Dans la filière intégrée, l'évolution du coût de l'aliment influence les prix des marchés tout au long de l'année. Le prix annuel moyen du poulet prêt à cuire à Rungis croît de 15 % sur 2010 et de 11 % sur 2006-2010. Il s'affiche à 2,23 €/kg. Le prix moyen du filet de dinde à Rungis, à 5,2 €/kg, est très supérieur à celui d'un an plus tôt (+ 24 %).

Le secteur de l'œuf de consommation voit ses prix fortement remonter (+ 9 % en France). Mais la production diminue. Le nombre d'œufs de consommation des éleveurs professionnels produits en Bretagne se réduit de 9,7 % entre 2010 et 2011. Les mises en place de poulettes de ponte se replient, en effet, en lien avec la directive de mise aux normes des cages de poules pondeuses à compter de 2012. L'enquête sur l'aviculture en 2008 en Bretagne avait révélé que près de la moitié des bâtiments ne répondaient pas aux normes 2012.

Gros bovins : des prix élevés

L'activité d'abattage de gros bovins en Bretagne demeure très soutenue en 2011. Le total des abattages atteint 265 000 tonnes, soit 4,4 % de plus qu'en 2010 et 11,7 % de plus que la moyenne 2006-2010. L'augmentation sur un an provient, avant tout, de celle des vaches de réforme (+ 7,5 %), avec un pic d'abattage en mai, en raison du manque de fourrage dû à la sécheresse. Les abattages de taurillons s'accroissent également (+ 4,4 %), mais diminuent au dernier trimestre, en raison d'une augmentation des exportations nationales en vifs vers la Turquie et le Proche-Orient. Parallèlement, excepté au dernier trimestre, les exportations nationales de viande bovine progressent, à la fois vers les pays tiers (Turquie) et

le marché européen.

Le prix annuel moyen de la vache de réforme atteint 2,66 €/kg. Il gagne 10,8 % sur celui de 2010 et 6,5 % sur 2006-2010. Les cours des autres gros bovins s'accroissent également. Durant le printemps, cependant, l'abondance de l'offre liée aux conditions climatiques provoque un effondrement des cours en France. La commission des cotations de Bretagne décide alors de suspendre les cotations pendant un mois, par solidarité avec les autres régions. Au second semestre, le niveau des cours est élevé, grâce notamment à une demande extérieure soutenue et à un manque de disponibilités dans les élevages.

Comme pour les autres catégories d'animaux, le coût de l'aliment pour gros bovins est le plus élevé depuis 2005. Selon l'IPAMPA, il s'accroît de 14 % sur un an, avec un ralentissement à partir de juillet. À l'automne, l'écart s'atténue, comparé au coût particulièrement élevé du dernier trimestre 2010.

Les abattages de veaux de boucherie sont inférieurs de 5 % à ceux de 2010, et de 10 % à la moyenne quinquennale. Depuis 2005, le volume abattu ne cesse de diminuer, atteignant 69 000 tonnes en 2011. Ce faible volume d'abattage permet de maintenir le prix du veau à un niveau élevé. Il atteint 5,9 €/kg en moyenne annuelle, soit 8,4 % de plus que l'an passé et 9,6 % de plus que le prix moyen quinquennal.

Légumes contrariés par la météo

En 2011, la production de choux-fleurs s'accroît (+ 23 % sur 2010 et + 7 % sur la moyenne 2006-2010) et les prix reculent (respectivement - 39 % et - 18 %), pour at-

teindre 0,42 €/tête, stade production. Au premier trimestre, l'offre est précoce et abondante, le marché dynamique et fluide, avec des cours cependant en baisse. Au printemps, la production diminue, et les prix se maintiennent à un niveau élevé en mai, grâce aux besoins européens persistants (frais et surgelé). L'offre de choux-fleurs d'automne s'accroît en raison de la grande douceur météorologique. Le marché se retrouve durablement engorgé, faisant chuter les prix.

La conjoncture se révèle très mauvaise pour les tomates, qui sont mal valorisées. Le prix moyen des tomates en grappe, à 1 €/kg, stade expédition, est plus faible de 26 % à celui de 2010, face à une offre annuelle supérieure à celle de l'an passé. En raison du manque de luminosité, le démarrage de la campagne se fait avec une dizaine de jours de retard, sur un marché déjà encombré. L'offre progresse au printemps grâce à l'ensoleillement, mais les cours chutent sur un marché très concurrentiel. En juin, la tomate est déclarée en crise nationale, suite notamment aux effets de l'épidémie « Escherichia coli ». Après la découverte de cette bactérie en Allemagne, le concombre espagnol est d'abord tenu responsable. Le concombre français est alors touché, de même que les autres légumes frais. La crise sanitaire affecte ainsi la tomate, moins en raison d'une baisse de la consommation, qu'en raison de la fermeture des frontières des pays européens et de la Russie. S'ensuit un été frais et pluvieux, qui ralentit la consommation, entraînant même des invendus. Au dernier trimestre, le marché abondant fait reculer les prix.

Comparés à 2010, l'offre de poireau s'accroît de 6,7 % et le prix moyen, à 0,49 €/kg, recule de 41 % (respectivement + 34 % et - 28 % sur 2006-2010). La production d'hiver est particulièrement élevée dans la région Malouine, le poireau ayant pris le relais du chou-fleur, dont la récolte est quasiment terminée. Mais la demande est ralentie par la douceur des températures, au premier trimestre, comme au dernier.

La conjoncture 2011 est très moyenne pour les artichauts. L'offre annuelle baisse (- 27 % sur 2010 et - 14 % sur 2006-2010). Le prix de l'artichaut camus, à 0,49 €/kg, s'accroît de 33 % en un an et faiblit légèrement comparé à la moyenne quinquennale. L'avance de récolte se retrouve tout au long de la campagne et pénalise les récoltes de l'été. La campagne s'étire jusque fin décembre en raison des températures élevées.

La production de pommes de terre primeurs poursuit son recul sur 2006-2010 (- 27 %) et les prix, à 0,37 €/kg, n'augmentent que de 11 %.

La conjoncture est décevante pour les endives. En début d'année, la météo favorise la production, mais réduit la consommation, malgré des prix bas. En septembre, la nouvelle campagne démarre mieux, mais le marché se dégrade en décembre.

Concernant les légumes industriels, les productions récoltées en petits pois augmentent en 2011, grâce aux bonnes conditions climatiques à partir de juin, qui améliorent les rendements. L'accroissement de la production d'haricots verts est freiné par des rendements impactés par une maladie à partir de septembre. Les productions diminuent pour les haricots à écosser et demi-secs, à cause d'une forte baisse des surfaces.

Bons rendements des céréales

En 2011, grâce aux bons rendements, les productions céréalières bretonnes s'accroissent : + 4,8 % sur 2010 et + 5,4 % sur la moyenne quinquennale.

La sole céréalière se réduit de 0,4 % sur un an. Les surfaces diminuent en orge, avoine et maïs grain, mais progressent en blé et triticale. Avec 298 000 ha, cultivés en majorité pour l'alimentation animale, le blé demeure la céréale la plus répandue en Bretagne, suivie du maïs grain (129 400 ha), de l'orge (69 500 ha) et du triticale (52 300 ha).

L'année culturale se déroule dans des conditions météorologiques et agronomiques très bonnes, mais particulières. Les céréales à paille sont semées plus tôt qu'habituellement. L'état très satisfaisant des cultures d'hiver ne nécessite pas de compensation par des cultures de printemps. La faible pluviométrie de février à mai favorise un bon état sanitaire des plantes. Les cultures sont en avance, grâce aux fortes températures printanières. Les premières moissons démarrent plus tôt qu'habituellement. Puis elles sont fortement ralenties par les pluies de mi-juillet à mi-août. Au final, les rendements moyens de la région sont meilleurs que ceux de 2010 : + 1,2 % pour l'ensemble des céréales à paille et + 18 % pour le maïs grain. Comparés à la moyenne des cinq dernières années, les rendements de 2011 gagnent 5,7 q/ha pour le triticale, 2,2 q/ha pour le blé, 0,8 q/ha pour l'orge et 11,2 q/ha pour le maïs grain.

Les principales productions bretonnes en 2011

	Bretagne		Évolution 2011(sd) / 2010 (en %)	Part Bretagne / France 2011 (en %)
	2010	2011 (sd)		
Productions végétales (en tonnes)				
Blé	2 080 055	2 134 215	2,6	6
Maïs grain	1 057 112	1 199 033	13,4	8
Orge	490 460	447 377	- 8,8	5
Triticale	308 461	347 947	12,8	18
Autres céréales	90 554	89 800	- 0,8	3
Oléagineux	120 696	143 989	19,3	2
Maïs fourrage	3 272 684	4 231 948	29,3	23
Choux-fleurs	282 480	266 425	- 5,7	81
Tomates	221 118	228 056	3,1	28
Lait (en millions de litres)				
Livraisons à l'industrie	4 909	5 162	5,2	21
Activité dans les abattoirs (en tonnes)				
Bovins - 12 mois	73 099	69 207	- 5,3	31
Veaux	72 869	68 934	- 5,4	36
Gros bovins	254 929	265 222	4,0	20
Porcs	1 151 695	1 150 741	- 0,1	58
Gallus	365 031	393 473	7,8	37
Dindes	174 844	172 588	- 1,3	45
Production d'œufs des élevages professionnels (en milliers)				
Œufs de consommation	5 591 672	5 049 840	- 9,7	43

sd : semi définitif

Source : Agreste DRAAF Bretagne - Statistique agricole annuelle, Enquêtes auprès des laiteries, Enquête auprès des abattoirs

La production de céréales en Bretagne (Indice 100 en 2005)



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

La superficie en oléagineux s'accroît nettement (+ 9 %), sans atteindre pour autant la moyenne quinquennale (- 1,1 %). Elle passe à 36 500 ha. Les rendements s'accroissent de 9 % sur un an, et de 22 % sur 2006-2010 (+ 6,6 q/ha pour le colza). La production annuelle d'oléagineux dépasse alors de 19 % celle de 2010 et de 21 % la moyenne quinquennale.

En 2011, avec 7 700 ha, les surfaces en protéagineux se rapprochent de la moyenne quinquennale. En 2010, elles avaient fait un bond grâce aux incitations financières de la Politique Agricole Commune en faveur de l'autonomie en protéine.

Après leur envolée lors de la campagne précédente, les cours céréaliers et oléagineux diminuent comparés à 2010, mais restent très élevés. Ils reculent toutefois en octobre, par rapport au mois précédent, en lien avec la reprise des exportations des pays de la mer Noire et le ralentissement de l'économie mondiale. En Bretagne, selon l'enquête FranceAgriMer auprès des collecteurs, le prix de base des céréales à paille augmente, par rapport aux moyennes quinquennales, de 20 % pour le blé, de 18 % pour l'orge, de 15 % pour le triticale et même de 30 % pour l'avoine. Le cours du maïs grain gagne 0,8 % sur 2006-2010.

■ Linda Deschamps - DRAAF

Des indicateurs positifs pour le résidentiel comme le non-résidentiel

En 2011, les 25 120 logements mis en chantier en Bretagne confirment la reprise dans le secteur de la construction, soit une progression de près de 6 % par rapport à 2010. La construction de locaux non résidentiels et non agricoles témoigne également d'une conjoncture favorable.

Après une année 2010 positive pour le secteur de l'habitat, 2011 confirme la tendance et montre également des signes de reprise pour ce qui concerne les locaux dédiés à l'activité économique. Au cours de l'année, 29 440 logements - dont 27 500 logements ordinaires - ont été autorisés dans la région, soit une hausse de 10 %.

Les mises en chantier redémarrent aussi : elles concernent 25 120 logements sur l'ensemble de l'année, ce qui correspond à une augmentation de 5,9 % par rapport à 2010.

France entière, les évolutions sont plus importantes. La Bretagne se situe au 7^e rang des régions françaises pour le nombre de logements autorisés et au 8^e rang pour les logements commencés. Cependant le poids de son activité est légèrement au-dessus de son poids démographique dans l'ensemble du pays.

Embellie sur les autorisations à construire du collectif

Avec près de 9 900 logements collectifs autorisés, les projets de construction dans ce secteur se portent très bien en 2011 : 26 % de plus que l'an dernier qui présentait déjà une belle remontée de l'activité.

Avec + 51 % de hausse en Ile-et-Vilaine, c'est ce département qui tire la croissance, accompagné par le Finistère, mais plus modérément.

S'agissant des mises en chantier sur l'ensemble de la Bretagne, le constat est inverse avec une baisse de 7 % en un an ; seul le Finistère présente une progression du nombre de logements collectifs commencés (+ 29 %), notamment sur Quimper communauté, Brest Métropole Océane ou Morlaix Communauté.

Climat favorable pour l'individuel

Plus de 17 600 permis de construire de maisons individuelles ont été accordés au cours de l'année 2011 en Bretagne, soit une augmentation de 3,8 % en un an ; c'est aussi l'Ille-et-Vilaine qui tire la moyenne vers le haut avec un accroissement de 14 %, tandis que le nombre de maisons autorisées diminue dans le Morbihan.

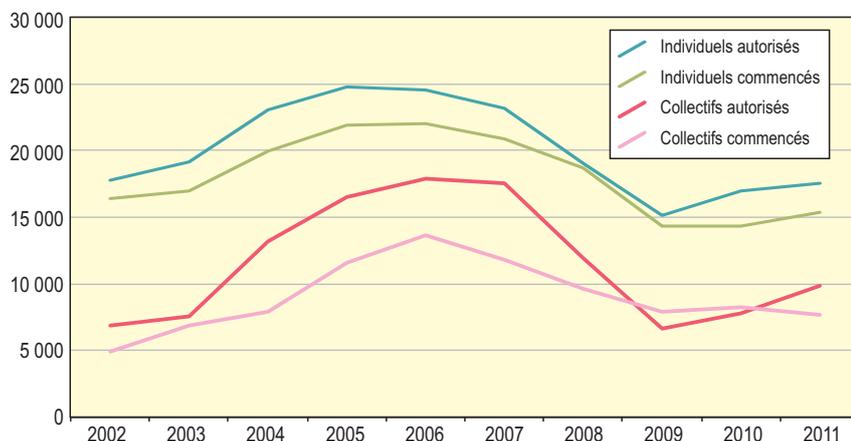
Les mises en chantier de maisons individuelles s'élèvent à 15 400 en 2011, c'est-à-dire une hausse de 7 % par rapport à 2010 ; tous les départements sont concernés, notamment le Finistère qui affiche une croissance de 12 %.

Locaux non résidentiels : hausse dans le Finistère

En 2011, les surfaces autorisées dans le secteur non résidentiel et non agricole sont supérieures au niveau de 2010 : 1 874 500 m² contre 1 759 300 m², soit une croissance de 6,5 % ; cela faisait quatre ans qu'on n'avait pas assisté à une progression des m² autorisés de locaux en Bretagne... Néanmoins l'accroissement des m² autorisés n'est observé que dans le Finistère (+ 41 %). En effet, on y constate de fortes évolutions en particulier dans les domaines de la santé et de l'enseignement : citons le projet de construction du campus des métiers de Brest à Guipavas ou celui de restructuration-extension de la maison de retraite de Plougastel-Daoulas. En termes de surfaces, les autres départements présentent donc une réduction des projets.

Globalement sur la Bretagne, c'est dans les secteurs des bureaux, du commerce et des

Logements neufs : nouvelle progression des autorisations dans le secteur du collectif en 2011



Source : Dreal Bretagne - Sitadel 2

entrepôts que la conjoncture est la meilleure (respectivement + 21 %, + 12 % et + 19 %).

Légère remontée des mises en chantier de locaux

En termes de surfaces commencées, le constat est également positif même si l'augmentation est plus légère que celle des permis accordés : + 1,4 % pour atteindre 1 511 700 m² sur l'ensemble de la région mais cette valeur reste la deuxième plus faible depuis dix ans. La hausse des mises en chantier est marquée dans le secteur des bâtiments industriels et commerciaux ainsi que pour les bâtiments publics de santé et culture-loisirs (autour de + 25 %) ou encore dans la branche hôtelière. A l'inverse, les mises en chantier relatives aux entrepôts ont diminué en 2011 en Bretagne.

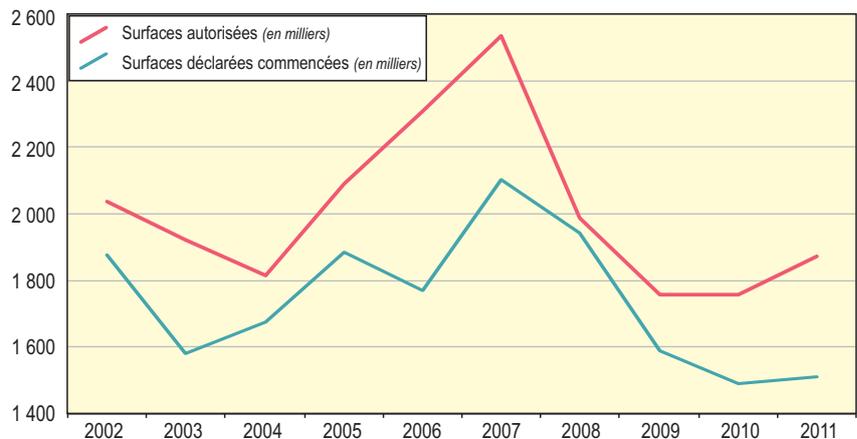
Au niveau départemental, la situation est exactement opposée à celle de l'année passée : Finistère et Morbihan affichent une croissance globale de la construction alors que les Côtes-d'Armor et l'Ille-et-Vilaine font apparaître une baisse de 14 % chacun.

Recul sur le marché de la promotion immobilière neuve

Après une reprise pendant deux ans, le marché du logement neuf a rechuté en 2011 : 5 000 logements collectifs et 700 maisons individuelles ont été réservés, soit 24 % de moins par rapport à 2010. Cette baisse semble en lien avec les modifications des bénéfices fiscaux du dispositif Scellier.

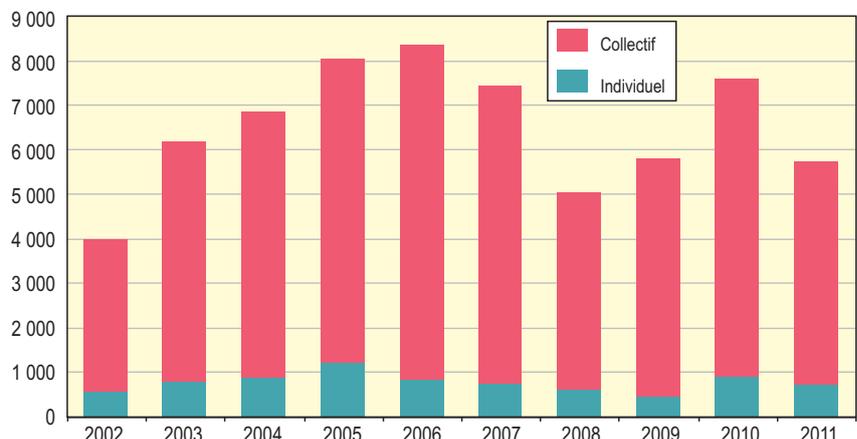
L'offre nouvelle atteint 6 500 logements en 2011 et correspond à une diminution globale en Bretagne : de 9 % pour les appartements et d'à peine 1 % pour les maisons. Cependant, le département du Morbihan est resté dynamique avec 16 % de mises en vente en plus.

Locaux non résidentiels : augmentation des surfaces autorisées en 2011



Source : Dreal Bretagne - Sitadel 2

Marché des logements neufs : recul des ventes en 2011



Source : Dreal Bretagne - ECLN

En combinant mises en vente, ventes, annulations par les acheteurs ou retraits du marché par les promoteurs, le stock de logements disponibles à la vente baisse encore cette année et 5 100 appartements et 870 maisons étaient sur le marché breton à la fin 2011, soit une réduction de 6 % tous types de logements confondus.

Avec 3 117 euros par m² en moyenne en 2011, le prix des appartements neufs est en augmentation de 9 % sur un an. Cette crois-

sance est la plus forte constatée sur les quatre dernières années et provient en grande partie de la hausse observée en Ille-et-Vilaine, qui dépasse + 16 %, notamment dans l'agglomération rennaise.

Le prix moyen d'une maison (terrain compris) s'établit à 205 560 € en 2011, soit 10 % de plus que l'an dernier.

■ Laurence Luong - DREAL

LEXIQUE

- **Logement ordinaire** : logement hors logement en résidence (tourisme, étudiants, personnes âgées ...).
- **Logement autorisé** : logement (maison individuelle ou appartement dans un immeuble collectif), non encore réalisé, dont la demande de permis de construire a reçu un avis favorable.
- **Logement commencé** : logement (maison individuelle ou appartement dans un immeuble collectif), dont le chantier de construction est commencé.

- **Enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN)** : enquête trimestrielle réalisée par la Dreal sur l'ensemble des logements neufs commercialisés dans le cadre de programmes (de promoteurs essentiellement) d'au moins cinq logements, destinés à la vente aux particuliers.

Faible progression de la fréquentation dans les hôtels et campings bretons en 2011

En Bretagne, la fréquentation globale des hôtels et campings progresse de 2,5 %, soit moins qu'en moyenne pour la France métropolitaine (+ 3,1 %). Cet écart est davantage perceptible dans les campings où la clientèle étrangère a fait défaut. En revanche, la fréquentation des hôtels progresse de 4,1 % dans la région, l'attrait pour le haut de gamme se confirmant.

Légère selon les départements, la progression enregistrée dans l'hôtellerie est essentiellement due à une plus forte fréquentation de la clientèle française. En effet, après la belle embellie de 2010, les étrangers ont boudé la région. En nombre de nuitées, leur fréquentation a chuté de 5,3 % mais le repli est plus conséquent encore dans les campings avec une baisse de 7,4 %.

Deux catégories d'hôtels se distinguent : d'une part, les hôtels 4 étoiles ou plus qui enregistrent une progression avoisinant les 30 %, ce qui confirme l'attrait de la clientèle pour le haut de gamme. D'autre part, les hôtels 1 étoile voient leur nombre de nuitées augmenter de près de 32 %.

Avec près de 15,9 millions de nuitées comptabilisées en 2011, la fréquentation des hôtels et campings bretons progresse de 2,5 %. Les nuitées bretonnes représentent 5,2 % des nuitées de France métropolitaine. L'évolution de la fréquentation en 2011 est légèrement moins favorable en Bretagne que pour l'ensemble des régions de métropole (+ 3,1 %).

Succès pour les hôtels haut de gamme

Évolution du nombre de nuitées dans les hôtels selon la catégorie

	Nombre de nuitées (en milliers)		Évolution 2011/2010 (en %)		Évol. moy. annuelle 2011/2006 (en %)	
	Bretagne	France métropolitaine	Bretagne	France métropolitaine	Bretagne	France métropolitaine
0 étoile	638	24 597	-7,7	-6,6	-3,9	-1,5
1 étoile	470	10 109	31,7	15,0	2,2	1,0
2 étoiles	3 297	71 465	-3,7	-5,8	-2,4	-2,3
3 étoiles	1 979	60 689	13,2	7,3	4,0	2,3
4 étoiles ou plus	468	31 507	28,9	27,6	7,1	8,2
Total	6 852	198 367	4,1	3,2	-0,1	0,7

Sources : Insee ; DGCIS ; partenaires régionaux - Réseau Morgoat pour la Bretagne.

Une clientèle étrangère peu présente en Bretagne

Fréquentation des hôtels et des campings en 2011

	Bretagne		France métropolitaine	
	Hôtels	Campings	Hôtels	Campings
Arrivées (en milliers)	4 024	1 630	109 044	19 556
Français	3 507	1 245	78 782	12 574
Étrangers	517	385	30 262	6 982
Nuitées (en milliers)	6 851	9 040	198 367	106 778
Français	5 832	6 860	131 836	71 431
Étrangers	1 018	2 180	66 532	35 348
Durée moyenne du séjour (en jours)	1,7	5,5	1,8	5,5
Français	1,7	5,5	1,7	5,7
Étrangers	2,0	5,7	2,2	5,1

Sources : Insee ; DGCIS ; partenaires régionaux - Réseau Morgoat pour la Bretagne.

Enfin, la durée moyenne de séjour s'établit à 1,7 jour pour les hôtels et 5,5 jours pour les campings. Ces chiffres sont similaires à ceux de la France métropolitaine (1,8 et 5,5).

Sursaut d'activité dans les hôtels

Avec 6,85 millions de nuitées, la fréquentation dans l'hôtellerie progresse de plus de 4 %. Bien que le secteur soit en mutation du fait de la mise en place de la nouvelle classification des hôtels et des campings, il semble

que l'activité des hôtels haut de gamme (3 ou 4 étoiles) ne fléchisse pas et poursuive sa progression comme les années précédentes. La hausse des nuitées est de + 13 % pour les 3 étoiles ce qui est nettement supérieur au niveau de la France métropolitaine (+ 7,3 %) et de 29 % pour les 4 étoiles ou plus, ce qui reste comparable au résultat de la métropole. Les établissements classés 1 étoile enregistrent également une belle progression (+ 31,7 %). La fréquentation des hôtels économiques et de moyenne gamme continue en revanche de baisser.

Le nombre de nuitées augmente dans tous les départements et plus particulièrement dans les Côtes-d'Armor (+ 6,5 %).

Le regain de la clientèle française a atténué la désaffection des clients étrangers pour l'hôtellerie bretonne. En effet, la baisse de fréquentation étrangère a été significative dans trois départements bretons : - 8,7 % dans le Finistère, - 8,5 % dans le Morbihan et - 5,1 % en Ille-et-Vilaine. Seuls, les Côtes-d'Armor se distinguent avec une progression de + 3,7 %. Si la clientèle étrangère représente environ 15 % de la clientèle accueillie en Bretagne, elle reste néanmoins peu présente dans la région. En effet, sur plus de 66 millions de nuitées enregistrées en France métropolitaine pour la clientèle étrangère, seulement 1,5 % concerne la Bretagne.

La fréquentation des hôtels est bien évidemment plus forte pendant les mois d'été et plus particulièrement au mois d'août avec un taux d'occupation de 70,6 %.

Les étrangers de moins en moins présents dans les campings

De mai à septembre 2011, l'hôtellerie de plein air enregistre un peu plus de 9 millions

de nuitées, soit une progression de 1,3 % par rapport à 2010 (contre 2,8 % en métropole). Cette tendance à la hausse constatée depuis 2009 reste malgré tout inférieure de 7,4 % au nombre de nuitées de la saison record de 2006. L'évolution n'est pas identique dans les quatre départements. Si l'Ille-et-Vilaine et le Morbihan tirent la fréquentation vers le haut (respectivement + 3,8 % et 4 %), les Côtes-d'Armor et le Finistère voient leur nombre de nuitées baisser (- 1,5 % et - 0,8 %).

Les campings 3 ou 4 étoiles ont toujours la cote : ils totalisent ensemble près des deux tiers de l'ensemble des nuitées (74 % pour la France métropolitaine). La fréquentation de ces structures a dépassé ainsi le pic de l'année 2006, tandis que celle des campings économiques continue à se dégrader. Néanmoins, si la fréquentation des campings bretons de 4 étoiles ou plus affiche une hausse de + 8,1 %, le résultat enregistré en métropole est encore nettement plus élevé avec + 14,3 % par rapport à 2010.

Depuis 2006, la chute de fréquentation dans les campings 1 étoile se poursuit. Elle est de 41,6 % en 2011. Le nombre de nuitées effectuées dans ces campings économiques re-

présente en Bretagne moins de 3 % de l'ensemble.

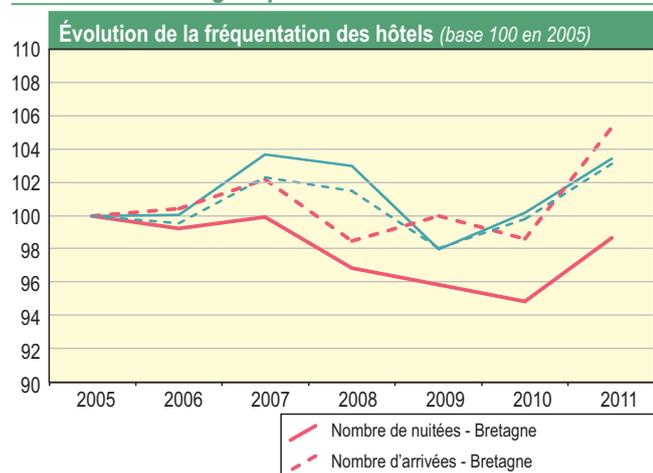
La clientèle étrangère est à un niveau historiquement bas : seulement 2,18 millions de nuitées (soit - 7,4 %). L'embellie de 2010 n'a pas perduré. La décrue est plus sensible dans le Finistère (- 12,5 %) que dans les Côtes-d'Armor (- 8,2%) ou l'Ille-et-Vilaine (- 5,1 %). Le Morbihan est le seul département à évoluer positivement (+ 0,7 %). Malgré tout, les nuitées des clients étrangers dans les campings bretons représentent 6,2 % du total des nuitées de France métropolitaine (contre 6,7 % en 2010).

Toutes catégories confondues, le taux d'occupation qui est de 32,2 % reste inférieur à celui enregistré en France métropolitaine (35,9 %). La durée moyenne de séjour est la même en Bretagne qu'en métropole (5,5 jours) mais les campings sont fréquentés plus longtemps (5,7 jours) par la clientèle étrangère que ceux de métropole (5,1 jours).

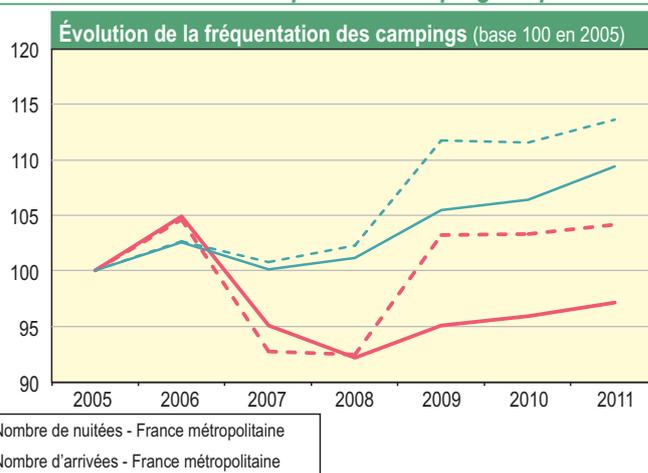
Enfin, avantage par une météo clémente, le mois de juin 2011 a battu tous les records de fréquentation depuis 2006.

■ Robert Granger - Insee

Un regain pour les hôtels en 2011



Une hausse constante pour les campings depuis 2008



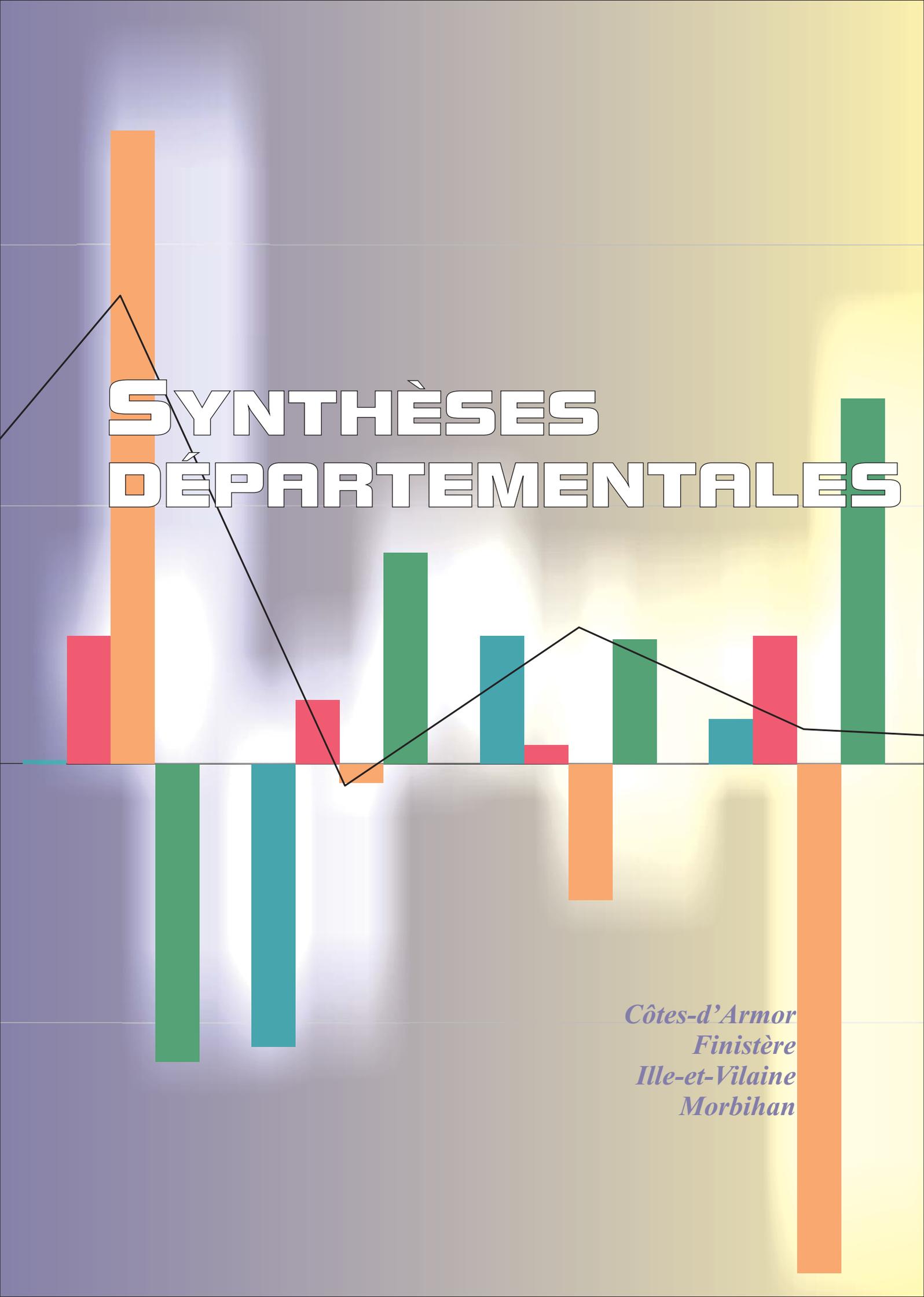
Sources : INSEE ; DGCIS ; partenaires régionaux - Réseau Mergoat pour la Bretagne.

Baisse de fréquentation dans les campings économiques

Évolution du nombre de nuitées dans les campings selon la catégorie

	Nombre de nuitées (en milliers)		Évolution 2011/2010 (en %)		Évol. moy. annuelle 2011/2006 (en %)	
	Bretagne	France métropolitaine	Bretagne	France métropolitaine	Bretagne	France métropolitaine
1 étoile	267	3 855	- 5,0	- 7,8	- 10,2	- 3,4
2 étoiles	2 936	24 338	- 3,1	- 3,0	- 4,0	- 1,6
3 étoiles	3 060	42 008	0,4	- 1,3	- 1,5	0,6
4 étoiles ou plus	2 776	36 577	8,1	14,3	3,0	5,3
Total	9 039	106 778	1,3	2,8	- 1,5	1,3

Sources : Insee ; DGCIS ; partenaires régionaux.



SYNTHÈSES DÉPARTEMENTALES

*Côtes-d'Armor
Finistère
Ille-et-Vilaine
Morbihan*



Emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands

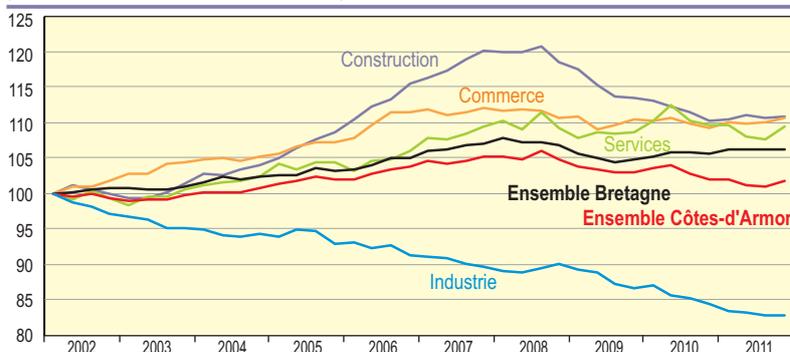
Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands*

	Niveau au 31/12 (milliers)	Évolution annuelle au 31/12 (en %)		
		Côtes-d'Armor		Bretagne
		2011	2010	2011
Ensemble	113	-0,2	-0,9	0,5
Industrie	28	-1,9	-2,6	0,0
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	14	-3,8	-1,5	-0,3
Cokéfaction et raffinage + Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2	1,0	-6,3	0,9
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	2	-1,8	-1,8	-0,8
Fabrication de matériels de transport	1	4,0	-7,3	-0,4
Fabrication d'autres produits industriels	9	-0,3	-3,0	0,5
Construction	14	0,6	-2,9	-0,2
Commerce	25	1,3	-1,2	1,1
Services	46	-0,2	0,9	0,6
Transports et entreposage	8	2,8	-1,0	-0,2
Hébergement et restauration	6	0,9	-3,6	1,6
Information et communication	4	-1,9	-1,4	2,0
Activités financières et d'assurance	4	-0,3	-1,7	2,1
Activités immobilières	1	6,0	2,0	2,8
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien, sauf intérim	11	-3,5	2,3	0,9
Intérim	6	3,4	1,9	-1,5
Autres activités de services hors particuliers employeurs	6	-1,7	7,6	-0,4
Services hors intérim	40	-0,7	0,8	0,9

* hors agriculture, administration, santé, enseignement, action sociale et particuliers employeurs

Source : Insee, estimations d'emploi (données provisoires au 31/12/2011, CVS)

Évolution de l'emploi par secteur d'activité (indice base 100 au 1^{er} trimestre 2002, CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Les principaux établissements employeurs

Nom de l'établissement	Tranche d'effectif (nombre de salariés)	Activité (A38)	Commune
Kerméné	1 500 - 1 999	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Saint-Jacut-du-Méné
Cooperl Arc Atlantique	1 000 - 1 499	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Lamballe
France Télécom	1 000 - 1 499	Télécommunications	Lannion
Alcatel Lucent	750 - 999	Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	Lannion
Jean Stalaven	500 - 749	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Yffiniac
Caisse Régionale Crédit Agricole	250 - 499	Activités financières et d'assurance	Ploufragan
Daunat Bretagne	250 - 499	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Saint-Agathon
Le Joint Français	250 - 499	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques	Saint-Brieuc
Société Vitréenne d'Abattage	250 - 499	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Trémoriel
Transports Garnier	250 - 499	Transports et entreposage	Loudéac

Source : Insee, Clap

Marché du travail

Demands d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (cat. A, B et C) (Données CVS, unités : milliers et %)

	Côtes-d'Armor		Bretagne	
	Déc. 2011	Évol. sur un an (en %)	Déc. 2011	Évol. sur un an (en %)
Hommes	16,5	6,5	92,3	5,1
Femmes	18,9	7,1	102,2	6,5
Moins de 25 ans	5,5	2,4	29,7	2,7
Entre 25 et 49 ans	22,1	4,8	125,0	4,3
50 ans et plus	7,8	16,7	39,8	14,3
Hommes de moins de 25 ans	2,7	3,8	14,4	1,3
Hommes de 25 à 49 ans	10,3	4,0	59,9	3,7
Hommes de 50 ans et plus	3,5	16,9	18,0	13,4
Femmes de moins de 25 ans	2,8	1,1	15,3	3,7
Femmes de 25 à 49 ans	11,8	5,5	65,1	4,8
Femmes de 50 ans et plus	4,3	16,6	21,8	14,5
Inscrits depuis plus d'un an	13,5	8,1	71,0	5,1
Inscrits depuis moins d'un an	21,9	6,0	123,5	6,6
Ensemble des catégories A, B et C	35,4	6,8	194,5	6,1

Source : STMT - Pôle emploi, Dares

Évolution du taux de chômage (en %, CVS)



Source : Insee

Construction

Net recul des mises en chantier de locaux professionnels

		2011	2010	Évolution (en %)	Évolution Bretagne (en %)
Logements neufs commencés (en nombre)	Individuel	3 167	3 005	5,4	9,1
	Collectifs	584	633	-7,7	-6,9
	Logements en résidence	234	210	11,4	59,7
	Ensemble	3 985	3 848	3,6	5,9
Locaux professionnels commencés** (en milliers de m ²)	Bureaux	43 286	26 668	62,3	7,7
	Bâtiments industriels	33 804	37 014	-8,7	14,0
	Entrepôts	18 815	90 629	-79,2	-36,6
	Bâtiments commerciaux et artisanat	55 992	50 078	11,8	11,8
	Service public*	67 500	49 080	37,5	6,8
	Hébergement hôtelier	2 889	4 755	-39,2	19,8
	Ensemble	222 286	258 224	-13,9	1,4

* le service public comprend les surfaces relatives à l'enseignement - recherche, la santé, la culture, les loisirs, le transport et les ouvrages spéciaux

** hors locaux agricoles

Source : SOeS, Sitadel2

Tourisme

L'hôtellerie de tourisme en 2011

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année
Taux d'occupation (% des chambres offertes)	60,7	40,3	50,3
Évolution 2010-2011 (points)	0,1	2,0	1,3
Nuitées totales (milliers)	617	369	986
Évolution 2010-2011 (%)	4,6	9,8	6,5
Nuitées étrangères (milliers)	129	34	163
Évolution 2010-2011 (%)	2,4	9,7	3,8
Part de clientèle professionnelle (%)	29	56	39
Évolution 2010-2011 (points)	0,0	-3,0	-1,0
Durée moyenne de séjour (jours)	1,8	1,6	1,7
Évolution 2010-2011 (jours)	-0,1	0,0	-0,1

Source : Insee - DGCS - Réseau Mergoat, module hôtellerie

L'hôtellerie de plein air durant la saison 2011

	Emplacements nus	Emplacements locatifs	Ensemble
Taux d'occupation (% des emplacements offerts)	25,4	55,9	30,7
Évolution 2010-2011 (points)	-0,8	1,9	0,0
Nuitées totales (milliers)	1 009	623	1 632
Évolution 2010-2011 (%)	-7,4	10,1	-1,4
Nuitées étrangères (milliers)	295	139	434
Évolution 2010-2011 (%)	-10,9	-2,1	-8,2
Durée moyenne de séjour (jours)	4,5	6,2	5,0
Évolution 2010-2011 (jours)	-0,1	0,1	0,0

Source : Insee - DGCS

Emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands

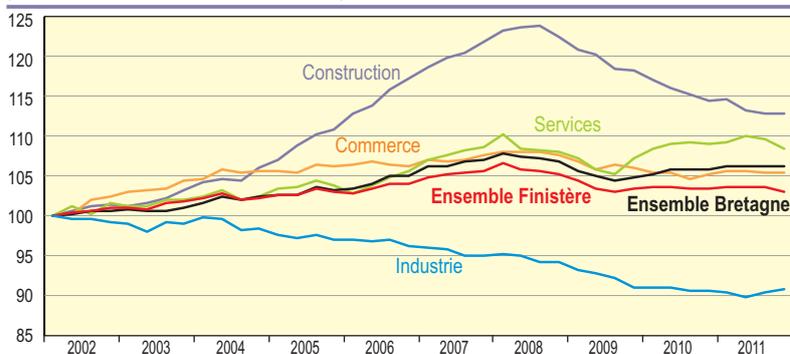
Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands*

	Niveau au 31/12 (milliers)	Évolution annuelle au 31/12 (en %)		
		Finistère		Bretagne
		2011	2010	2011
Ensemble	183	-0,3	0,0	0,5
Industrie	46	0,2	-0,5	0,0
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	19	0,1	0,3	-0,3
Cokéfaction et raffinage + Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3	0,3	-1,4	0,9
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	6	-0,3	-2,6	-0,8
Fabrication de matériels de transport	1	-4,8	-3,6	-0,4
Fabrication d'autres produits industriels	17	0,6	-0,4	0,5
Construction	18	-1,4	-3,2	-0,2
Commerce	41	0,2	-0,8	1,1
Services	78	-0,5	1,6	0,6
Transports et entreposage	14	-2,6	1,2	-0,2
Hébergement et restauration	12	-0,8	-1,2	1,6
Information et communication	4	1,4	3,8	2,0
Activités financières et d'assurance	10	2,6	3,6	2,1
Activités immobilières	2	0,8	1,6	2,8
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien, sauf intérim	19	1,8	-1,4	0,9
Intérim	8	-5,4	9,1	-1,5
Autres activités de services hors particuliers employeurs	9	-1,5	3,1	-0,4
Services hors intérim	70	0,1	0,8	0,9

* hors agriculture, administration, santé, enseignement, action sociale et particuliers employeurs

Source : Insee, estimations d'emploi (données provisoires au 31/12/2011, CVS)

Évolution de l'emploi par secteur d'activité (indice base 100 au 1^{er} trimestre 2002, CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Les principaux établissements employeurs

Nom de l'établissement	Tranche d'effectif (nombre de salariés)	Activité (A38)	Commune
DCNS	2 000 - 2 999	Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	Brest
Bretagne Angleterre Irlande	1 000 - 1 499	Transports et entreposage	Roscoff
Brit Air	1 000 - 1 499	Transports et entreposage	Morlaix
Crédit Mutuel Arkea	1 000 - 1 499	Activités financières et d'assurance	Le Relecq-Kerhuon
Groupe Bigard	1 000 - 1 499	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Quimperlé
Thales Systemes Aeroportes S.A	1 000 - 1 499	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	Brest
Gad Sas	750 - 999	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Lampaul-Guimiliau
Ifremer	500 - 749	Recherche-développement scientifique	Plouzané
Livbag	500 - 749	Industrie chimique	Pont-de-Buis-Lès-Quimerch
Socopa Viandes	500 - 749	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Châteauneuf-du-Faou

Source : Insee, Clap

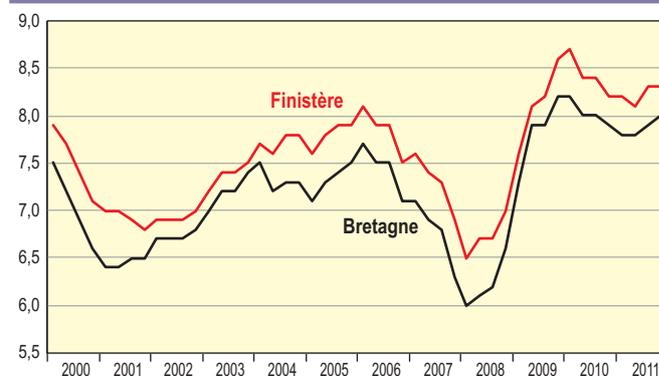
Marché du travail

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (cat. A, B et C) (Données CVS, unités : milliers et %)

	Finistère		Bretagne	
	Déc. 2011	Évol. sur un an (en %)	Déc. 2011	Évol. sur un an (en %)
Hommes	26,1	5,7	92,3	5,1
Femmes	29,2	6,7	102,2	6,5
Moins de 25 ans	8,4	4,7	29,7	2,7
Entre 25 et 49 ans	35,2	4,5	125,0	4,3
50 ans et plus	11,7	13,0	39,8	14,3
Hommes de moins de 25 ans	4,1	5,9	14,4	1,3
Hommes de 25 à 49 ans	16,7	3,3	59,9	3,7
Hommes de 50 ans et plus	5,3	13,8	18,0	13,4
Femmes de moins de 25 ans	4,3	3,6	15,3	3,7
Femmes de 25 à 49 ans	18,5	5,7	65,1	4,8
Femmes de 50 ans et plus	6,4	12,3	21,8	14,5
Inscrits depuis plus d'un an	20,7	5,7	71,0	5,1
Inscrits depuis moins d'un an	34,6	6,6	123,5	6,6
Ensemble des catégories A, B et C	55,3	6,2	194,5	6,1

Source : STMT - Pôle emploi, Dares

Évolution du taux de chômage (en %, CVS)



Source : Insee

Construction

La plus forte hausse de Bretagne pour les mises en chantier de logements comme de locaux professionnels

		2011	2010	Évolution (en %)	Évolution Bretagne (en %)
Logements neufs commencés (en nombre)	Individuel	4 110	3 680	11,7	9,1
	Collectifs	1 459	1 133	28,8	-6,9
	Logements en résidence	334	224	49,1	59,7
	Ensemble	3 985	3 848	3,6	5,9
Locaux professionnels commencés** (en milliers de m ²)	Bureaux	51 317	71 733	-28,5	7,7
	Bâtiments industriels	85 124	40 663	109,3	14,0
	Entrepôts	47 825	21 289	124,6	-36,6
	Bâtiments commerciaux et artisanat	99 956	74 563	34,1	11,8
	Service public*	91 180	70 835	28,7	6,8
	Hébergement hôtelier	2 532	2 087	21,3	19,8
	Ensemble	377 934	281 170	34,4	1,4

* le service public comprend les surfaces relatives à l'enseignement - recherche, la santé, la culture, les loisirs, le transport et les ouvrages spéciaux

** hors locaux agricoles

Source : SOeS, Sitadel2

Tourisme

L'hôtellerie de tourisme en 2011

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année
Taux d'occupation (% des chambres offertes)	59,8	44,6	51,8
Évolution 2010-2011 (points)	0,5	1,4	1,0
Nuitées totales (milliers)	966	692	1 658
Évolution 2010-2011 (%)	1,6	7,0	3,8
Nuitées étrangères (milliers)	186	51	238
Évolution 2010-2011 (%)	-5,6	-19,0	-8,5
Part de clientèle professionnelle (%)	37	61	47
Évolution 2010-2011 (points)	2,0	-4,0	0,0
Durée moyenne de séjour (jours)	1,8	1,7	1,8
Évolution 2010-2011 (jours)	-0,2	0,0	-0,1

Source : Insee - DGCS - Réseau Mergoat, module hôtellerie

L'hôtellerie de plein air durant la saison 2011

	Emplacements nus	Emplacements locatifs	Ensemble
Taux d'occupation (% des emplacements offerts)	22,9	51,9	30,6
Évolution 2010-2011 (points)	-1,0	-0,8	-0,3
Nuitées totales (milliers)	1 579	1 633	3 212
Évolution 2010-2011 (%)	-8,4	7,9	-0,7
Nuitées étrangères (milliers)	423	417	839
Évolution 2010-2011 (%)	-10,2	-14,5	-12,5
Durée moyenne de séjour (jours)	5,3	7,4	6,2
Évolution 2010-2011 (jours)	-0,1	0,1	0,1

Source : Insee - DGCS



Emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands

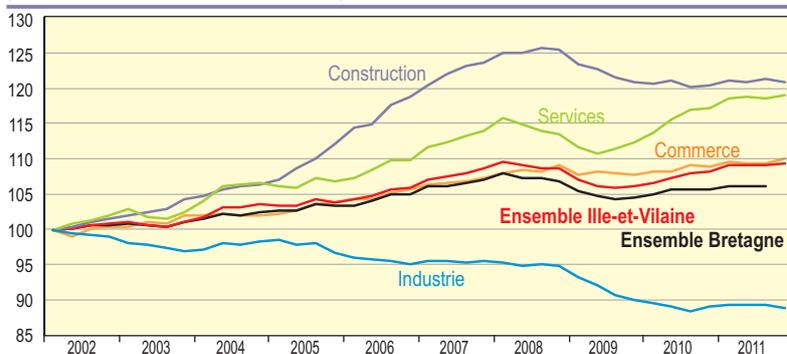
Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands*

	Niveau au 31/12 (milliers)	Évolution annuelle au 31/12 (en %)		
		Ile-et-Vilaine		Bretagne
		2011	2010	2011
Ensemble	264	1,1	1,9	0,5
Industrie	59	0,0	-1,2	0,0
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	17	1,1	1,3	-0,3
Cokéfaction et raffinage + Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	5	0,6	2,3	0,9
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	8	-1,2	0,0	-0,8
Fabrication de matériels de transport	8	-1,8	-9,8	-0,4
Fabrication d'autres produits industriels	21	0,1	-0,9	0,5
Construction	26	0,4	-0,4	-0,2
Commerce	49	1,2	0,9	1,1
Services	130	1,7	4,2	0,6
Transports et entreposage	24	0,3	0,8	-0,2
Hébergement et restauration	14	4,1	4,5	1,6
Information et communication	17	3,7	2,5	2,0
Activités financières et d'assurance	12	2,0	2,5	2,1
Activités immobilières	3	3,1	6,9	2,8
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien, sauf intérim	35	1,5	1,8	0,9
Intérim	12	-0,6	25,0	-1,5
Autres activités de services hors particuliers employeurs	13	1,0	3,7	-0,4
Services hors intérim	118	1,9	2,4	0,9

* hors agriculture, administration, santé, enseignement, action sociale et particuliers employeurs

Source : Insee, estimations d'emploi (données provisoires au 31/12/2011, CVS)

Évolution de l'emploi par secteur d'activité (indice base 100 au 1^{er} trimestre 2002, CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Les principaux établissements employeurs

Nom de l'établissement	Tranche d'effectif (nombre de salariés)	Activité (A38)	Commune
Peugeot Citroën Automobile SA	5 000 - 7 499	Fabrication de matériels de transport	Chartres-de-Bretagne
SNCF	2 000 - 2 999	Transports et entreposage	Rennes
Société Vitreuse D'Abattage	1 000 - 1 499	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Vitré
Cooper-Standard France	1 000 - 1 499	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques	Rennes
Equant France SA	750 - 999	Télécommunications	Cesson-Sévigné
Keolis Rennes	750 - 999	Transports et entreposage	Rennes
Sanden Manufacturing Europe	750 - 999	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	Tinténiac
Société des Transports Gautier	750 - 999	Transports et entreposage	Noyal-sur-Vilaine
Société Ouest France	750 - 999	Edition, audiovisuel et diffusion	Rennes
Canon Bretagne	500 - 749	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	Liffré

Source : Insee, Clap

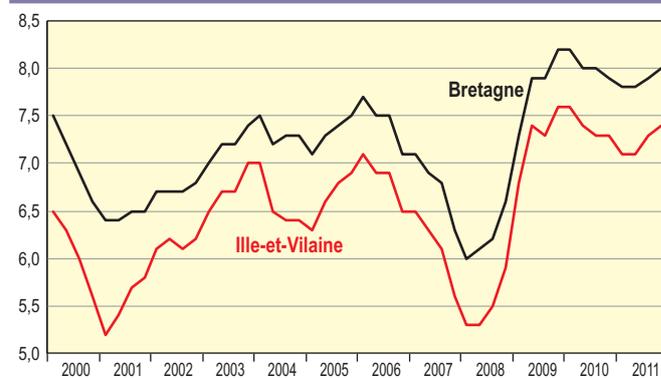
Marché du travail

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (cat. A, B et C) (Données CVS, unités : milliers et %)

	Ille-et-Vilaine		Bretagne	
	Déc. 2011	Évol. sur un an (en %)	Déc. 2011	Évol. sur un an (en %)
Hommes	28,7	4,2	92,3	5,1
Femmes	30,1	7,0	102,2	6,5
Moins de 25 ans	9,1	2,5	29,7	2,7
Entre 25 et 49 ans	39,2	4,5	125,0	4,3
50 ans et plus	10,5	13,5	39,8	14,3
Hommes de moins de 25 ans	4,4	0,0	14,4	1,3
Hommes de 25 à 49 ans	19,4	3,9	59,9	3,7
Hommes de 50 ans et plus	4,9	9,9	18,0	13,4
Femmes de moins de 25 ans	4,7	4,9	15,3	3,7
Femmes de 25 à 49 ans	19,8	5,0	65,1	4,8
Femmes de 50 ans et plus	5,6	16,8	21,8	14,5
Inscrits depuis plus d'un an	20,7	3,9	71,0	5,1
Inscrits depuis moins d'un an	38,1	6,7	123,5	6,6
Ensemble des catégories A, B et C	58,8	5,7	194,5	6,1

Source : STMT - Pôle emploi, Dares

Évolution du taux de chômage (en %, CVS)



Source : Insee

Construction

Recul des mises en chantier pour les logements neufs qui est encore plus marqué pour les locaux professionnels

	2011	2010	Évolution (en %)	Évolution Bretagne (en %)
Logements neufs commencés (en nombre)	Individuel	4 368	3 985	9,6
	Collectifs	3 849	4 576	- 15,9
	Logements en résidence	677	504	34,3
	Ensemble	8 894	9 065	- 1,9
Locaux professionnels commencés** (en milliers de m ²)	Bureaux	115 246	103 061	11,8
	Bâtiments industriels	100 680	108 116	- 6,9
	Entrepôts	56 396	97 474	- 42,1
	Bâtiments commerciaux et artisanat	115 642	106 426	8,7
	Service public*	109 528	166 118	- 34,1
	Hébergement hôtelier	10 238	7 061	45,0
	Ensemble	507 730	588 256	- 13,7

* le service public comprend les surfaces relatives à l'enseignement - recherche, la santé, la culture, les loisirs, le transport et les ouvrages spéciaux

** hors locaux agricoles

Source : SOeS, Sitadel2

Tourisme

L'hôtellerie de tourisme en 2011

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année
Taux d'occupation (% des chambres offertes)	65,5	51,4	57,6
Évolution 2010-2011 (points)	2,0	1,4	1,6
Nuitées totales (milliers)	1 350	1 196	2 545
Évolution 2010-2011 (%)	2,7	6,0	4,2
Nuitées étrangères (milliers)	327	120	447
Évolution 2010-2011 (%)	- 7,6	2,6	- 5,1
Part de clientèle professionnelle (%)	29	53	43
Évolution 2010-2011 (points)	- 2,0	0,0	- 1,0
Durée moyenne de séjour (jours)	1,6	1,5	1,6
Évolution 2010-2011 (jours)	0,0	0,0	0,0

Source : Insee - DGCIS - Réseau Morgoat, module hôtellerie

L'hôtellerie de plein air durant la saison 2011

	Emplacements nus	Emplacements locatifs	Ensemble
Taux d'occupation (% des emplacements offerts)	29,0	62,6	36,2
Évolution 2010-2011 (points)	- 0,3	1,4	0,6
Nuitées totales (milliers)	488	415	903
Évolution 2010-2011 (%)	- 1,2	10,4	3,8
Nuitées étrangères (milliers)	164	204	368
Évolution 2010-2011 (%)	- 5,7	- 4,7	- 5,2
Durée moyenne de séjour (jours)	3,2	6,4	4,1
Évolution 2010-2011 (jours)	0,0	- 1,3	- 0,2

Source : Insee - DGCIS



Emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands

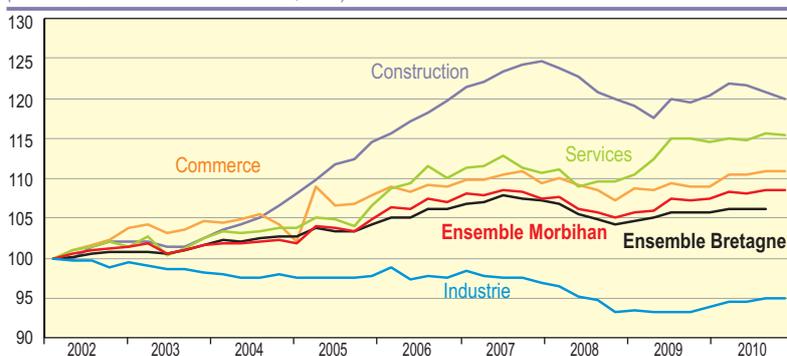
Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands*

	Niveau au 31/12 (milliers)	Évolution annuelle au 31/12 (en %)		
		Morbihan		Bretagne
		2011	2010	2011
Ensemble	155	0,9	1,7	0,5
Industrie	43	1,2	0,4	0,0
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	19	0,8	-0,9	-0,3
Cokéfaction et raffinage + Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3	2,2	5,7	0,9
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	2	0,2	1,3	-0,8
Fabrication de matériels de transport	3	3,1	1,7	-0,4
Fabrication d'autres produits industriels	16	1,3	0,9	0,5
Construction	18	-0,3	0,9	-0,2
Commerce	34	1,7	0,3	1,1
Services	60	0,6	3,7	0,6
Transports et entreposage	11	0,3	-4,8	-0,2
Hébergement et restauration	10	1,5	1,4	1,6
Information et communication	3	-1,4	0,6	2,0
Activités financières et d'assurance	5	3,2	4,2	2,1
Activités immobilières	2	2,4	2,2	2,8
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien, sauf intérim	14	1,8	-1,0	0,9
Intérim	7	-2,5	38,3	-1,5
Autres activités de services hors particuliers employeurs	8	-0,5	5,2	-0,4
Services hors intérim	53	1,1	0,2	0,9

* hors agriculture, administration, santé, enseignement, action sociale et particuliers employeurs

Source : Insee, estimations d'emploi (données provisoires au 31/12/2011, CVS)

Évolution de l'emploi par secteur d'activité (indice base 100 au 1^{er} trimestre 2002, CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Les principaux établissements employeurs

Nom de l'établissement	Tranche d'effectif (nombre de salariés)	Activité (A38)	Commune
DCNS	1 500 - 1 999	Fabrication de matériels de transport	Lorient
Yves Rocher	750 - 999	Industrie chimique	La Gacilly
Bernard SA	500 - 749	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Moréac
Centre Élaboration des Viandes	500 - 749	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Saint-Jean-Brévelay
Crédit Agricole du Morbihan	500 - 749	Activités financières et d'assurance	Vannes
Gad Sas	500 - 749	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Josselin
Michelin	500 - 749	Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	Vannes
Ronsard	500 - 749	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Bignan
Yves Rocher	500 - 749	Industrie chimique	La Gacilly
Fonderie de Bretagne	250 - 499	Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	Caudan

Source : Insee, Clap

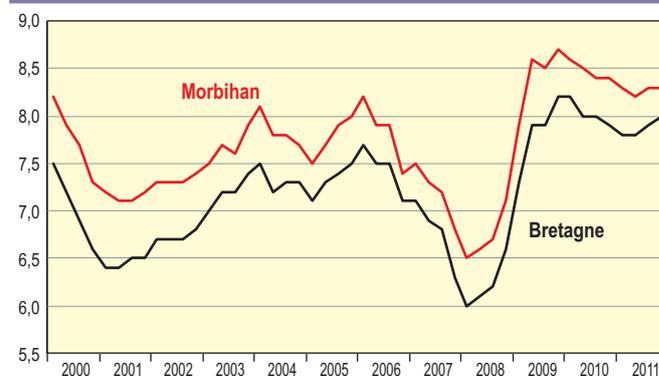
Marché du travail

Demands d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (cat. A, B et C) (Données CVS, unités : milliers et %)

	Morbihan		Bretagne	
	Déc. 2011	Évol. sur un an (en %)	Déc. 2011	Évol. sur un an (en %)
Hommes	20,9	5,1	92,3	5,1
Femmes	24,0	6,3	102,2	6,5
Moins de 25 ans	6,7	0,6	29,7	2,7
Entre 25 et 49 ans	28,4	4,2	125,0	4,3
50 ans et plus	9,8	14,8	39,8	14,3
Hommes de moins de 25 ans	3,1	-3,1	14,4	1,3
Hommes de 25 à 49 ans	13,4	4,1	59,9	3,7
Hommes de 50 ans et plus	4,4	15,4	18,0	13,4
Femmes de moins de 25 ans	3,6	4,1	15,3	3,7
Femmes de 25 à 49 ans	15,0	4,2	65,1	4,8
Femmes de 50 ans et plus	5,4	14,3	21,8	14,5
Inscrits depuis plus d'un an	16,0	3,6	71,0	5,1
Inscrits depuis moins d'un an	28,9	6,9	123,5	6,6
Ensemble des catégories A, B et C	44,9	5,7	194,5	6,1

Source : STMT - Pôle emploi, Dares

Évolution du taux de chômage (en %, CVS)



Source : Insee

Construction

Nette progression des mises en chantier, tant pour les logements neufs que pour les locaux professionnels

		2011	2010	Évolution (en %)	Évolution Bretagne (en %)
Logements neufs commencés (en nombre)	Individuels	4 050	1 891	114,2	9,1
	Collectifs	1 770	3 720	-52,4	-6,9
	Logements en résidence	520	167	211,4	59,7
	Ensemble	6 340	5 778	9,7	5,9
Locaux professionnels commencés** (en milliers de m ²)	Bureaux	57 240	46 621	22,8	7,7
	Bâtiments industriels	53 191	53 593	-0,8	14,0
	Entrepôts	50 431	64 262	-21,5	-36,6
	Bâtiments commerciaux et artisanat	89 207	91 533	-2,5	11,8
	Service public*	141 074	97 035	45,4	6,8
	Hébergement hôtelier	12 643	9 722	30,0	19,8
	Ensemble	403 786	362 766	11,3	1,4

* le service public comprend les surfaces relatives à l'enseignement - recherche, la santé, la culture, les loisirs, le transport et les ouvrages spéciaux

** hors locaux agricoles

Source : SOeS, Sitadel2

Tourisme

L'hôtellerie de tourisme en 2011

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année
Taux d'occupation (% des chambres offertes)	63,7	45,2	53,9
Évolution 2010-2011 (points)	1,9	3,5	2,6
Nuitées totales (milliers)	976	686	1 662
Évolution 2010-2011 (%)	-1,0	8,5	2,7
Nuitées étrangères (milliers)	136	35	171
Évolution 2010-2011 (%)	-9,9	0,0	-8,6
Part de clientèle professionnelle (%)	30	49	38
Évolution 2010-2011 (points)	4,0	3,0	4,0
Durée moyenne de séjour (jours)	1,9	1,7	1,9
Évolution 2010-2011 (jours)	-0,1	-0,1	0,0

Source : Insee - DGCS - Réseau Morgoat, module hôtellerie

L'hôtellerie de plein air durant la saison 2011

	Emplacements nus	Emplacements locatifs	Ensemble
Taux d'occupation (% des emplacements offerts)	27,2	57,4	33,7
Évolution 2010-2011 (points)	0,0	5,1	1,5
Nuitées totales (milliers)	1 927	1 366	3 293
Évolution 2010-2011 (%)	-3,3	16,6	4,0
Nuitées étrangères (milliers)	368	170	538
Évolution 2010-2011 (%)	-3,2	9,7	0,6
Durée moyenne de séjour (jours)	5,2	7,0	5,8
Évolution 2010-2011 (jours)	-0,1	0,2	0,1

Source : Insee - DGCS